

PARTI COMMUNISTE ALGERIEN

Avril 1947 - Mai 1949

Du Congrès de Maison-Carrée
au Congrès d'Oran.



Deux Années de Lutte

POUR

LA LIBERTÉ ET LA PAIX

LA TERRE ET LE PAIN

Rapport du Comité Central
pour le V^{ème} Congrès National
du Parti Communiste Algérien

(Couverture de la brochure en format original)

DES ARMES POUR NOS MILITANTS :

Histoire du Parti Communiste (bolchevik) de l'URSS	170 fr.
La maladie infantile du Communisme (Lénine)	15 fr.
Des principes du Léninisme (Staline)	25 fr.
Le Marxisme et la question nationale et coloniale (Staline)	3 fr.
Pour une formation bolchevique (Staline)	8 fr.
Sur la situation internationale.	
André Jdanov	5 fr.
Edition en arabe	15 fr.
Le Marxisme-Léninisme, notre boussole (E. Fajon)	6 fr.
o o o	
L'Avenir de l'Algérie (Larbi Bouhali)	20 fr.
Le problème de la terre et la question paysanne en Algérie (Kouch Younés)	25 fr.
Où en est le problème palestinien ?	5 fr.

En vente aux « Editions Liberté »
2, Rue des Tanneurs, 2 — ALGER

Diffuser...

CHAQUE SEMAINE

« LIBERTE »

ET TOUS LES MOIS

“ El-Djazair El-Djadida ”

“ L'ALGERIE NOUVELLE ”

...C'est le devoir de chaque Communiste

Prix : **10 fr.**

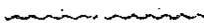
(Quatrième de couverture en format original)

Deux Années de Lutte

POUR

LA LIBERTÉ ET LA PAIX

LA TERRE ET LE PAIN



Rapport du Comité Central
pour le V^{ème} Congrès National
du Parti Communiste Algérien



Notre grand camarade Joseph STALINE

Réuni les 2 et 3 Octobre, 1948, le Comité Central du Parti Communiste Algérien

« affirme solennellement que le peuple algérien ne fera jamais la guerre à l'Union Soviétique, patrie du socialisme et ardent défenseur de l'humanité opprimée ».

BILAN DE DEUX ANNEES DE LUTTE

pour la LIBERTE et la PAIX, la TERRE et le PAIN

Le IV^e Congrès National de notre Parti, qui se tint du 17 au 19 avril 1947, vota une courte résolution approuvant sans réserve l'appel lancé par le Comité Central le 21 juillet 1946 :

« Le Congrès considère que les raisons qui ont motivé cet appel restent d'actualité et que l'union de tous les partis et groupements démocratiques et progressistes est plus que jamais nécessaire ».

BASE FONDAMENTALE DE LA POLITIQUE NATIONALE DU PARTI

Jusqu'en juillet 1946, le Parti n'avait pas une appréciation nette de la puissance du mouvement national. Partant, son orientation politique était erronée. Il se trouvait ainsi isolé du mouvement national. C'est ce que dégagea le Comité Central de juillet 1946 après une courageuse et saine autocritique. Et dans un appel, il fixait nettement nos objectifs :

Pour l'immédiat :

Une Assemblée et un Gouvernement algériens gérant toutes les affaires algériennes.

Et dans la perspective :

« Une République démocratique algérienne ayant sa Constitution, son Parlement, son Gouvernement.

« Cette République sera unie par des liens fédératifs librement décidés au peuple de France et aux autres peuples fédérés au sein de l'Union Française ».

Les objectifs ainsi fixés, le moyen de les atteindre était résumé dans le mot d'ordre central du Comité Central :

FRONT NATIONAL DEMOCRATIQUE ALGERIEN

Pour la Liberté, la Terre, le Pain

Le IV^e Congrès reprit donc à son compte ce mot d'ordre. Sa

tâche consistait à mettre tout en œuvre pour le faire triompher.

Dans une résolution, il considérait

« que le statut déposé le 13 mars 1947 sur le bureau de l'Assemblée Nationale Française par les députés communistes algériens répond aux légitimes aspirations de nos populations ».

Et il appelait

« toutes les organisations et tous les membres du Parti à créer un puissant mouvement populaire qui fera aboutir ce statut. ».

C'est donc au premier plan de l'activité du Parti que le Congrès mettait la lutte pour un statut démocratique. L'appel que le Comité Central élu par le IV^e Congrès devait lancer aux Algériens est dominé par cette préoccupation essentielle.

LA CAMPAGNE POUR UN STATUT DEMOCRATIQUE

La période qui va du Congrès d'avril au mois d'août 1947 fut dominée par la grande bataille du statut.

L'action de masse

Notre Parti se rendait parfaitement compte de l'immensité de la tâche et des obstacles que la grosse colonisation dressait pour sauvegarder ses privilèges. Notre projet de statut fut déposé le 13 mars 1947. Opposé à la politique du tout ou rien, et sachant bien que, pour être efficace, l'action parlementaire doit être soutenue par le peuple, notre Parti appela les larges masses populaires à une participation active dans cette lutte.

Jamais l'Algérie n'avait connu une vie politique aussi intense.

Deux brochures sur notre projet de statut, l'une en français, l'autre en arabe, furent éditées à 50.000 exemplaires et diffusées parmi toutes les couches de nos populations. Pendant des semaines, « Liberté » popularisa notre projet en l'étudiant chapitre par chapitre, démontrant clairement pourquoi ce projet était le seul réalisable. Parallèlement, « Liberté » dénonçait les manœuvres qui se tramaient pour le torpiller. L'« Algérie Nouvelle » mena la même campagne pendant plusieurs mois.

Des centaines de meetings et de réunions furent organisées par notre Parti à travers toute l'Algérie. Plus de 100.000 signatures d'Algériennes et d'Algériens approuvant notre projet de statut furent recueillies.

Les 7 et 8 juin 1947, notre Parti organisa deux grandes journées algériennes en faveur du statut. Au cours de ces journées, les masses furent rassemblées par dizaines de milliers.

Les organisations syndicales ouvrières, de petits cultivateurs, d'artisans et de petits commerçants, les organisations de femmes

et de jeunes, culturelles et sportives, adressèrent des centaines de motions au Parlement français, réclamant un statut démocratique.

Démarches pour l'Union

Parallèlement à cette action de masse, le Parti travailla à la réalisation de l'union dans l'action entre les partis nationaux et démocratiques. C'est ainsi que, mandaté par le Bureau politique du 22 mai 1947, le secrétariat adressa à l'U.D.M.A., au M.T.L.D., au Parti socialiste, à l'Association des ouléma et au M.U.R. des lettres pour leur proposer une action commune sur des bases acceptables par tous, entre autres :

Une Assemblée Algérienne et un Gouvernement Algérien élus pour gérer les affaires intérieures du pays ;

La reconnaissance de la langue arabe comme langue officielle à côté du français, la liberté de tous les cultes et retour des biens habous aux cultuelles.

La suppression du Gouvernement Général et de son appareil administratif.

Ces propositions concrètes ne furent jamais prises en considération, en particulier par les principaux intéressés, c'est-à-dire l'U.D.M.A., le M.T.L.D., cependant que les colonialistes étaient unis et agissants.

Sur le plan parlementaire

Au Parlement français, le 22 août, après le rejet de notre projet de statut combattu par Ramadier, président du Conseil, et Depreux, ministre de l'Intérieur, les élus communistes algériens seuls menèrent une lutte serrée. Les dispositions progressistes contenues dans le statut, telles que le principe de la suppression du régime des communes mixtes et des Territoires du Sud, l'indépendance du culte, le retour des biens habous aux cultuelles musulmanes, l'organisation de l'enseignement de la langue arabe, le droit de vote aux femmes musulmanes, sont le fruit de leur action persévérante et acharnée, puissamment soutenue par les députés communistes français.

Nos camarades votèrent contre l'ensemble du projet pour marquer l'opposition du Parti à un statut qui montre une fois de plus qu'« on a piétiné nos justes aspirations à la liberté ».

Notre Comité Central des 20 et 21 septembre 1947 souligna à juste titre : « Nous avons été les seuls, en tant que parti politique, à mener la bataille du statut durant plusieurs mois en Algérie ».

Et si, malgré nos efforts, c'est un statut réactionnaire qui fut voté, c'est

« en premier lieu parce que les forces nationales et progressistes sont allées à la bataille en ordre dispersé ».

Une nouvelle période de lutte allait s'ouvrir, de septembre à décembre 1947.

LA CONFERENCE DES PARTIS COMMUNISTES A VARSOVIE

Elle fut marquée, sur le plan international, par un événement d'une importance décisive pour l'orientation de la lutte des peuples pour la liberté et la paix. Il s'agit de la conférence des Partis Communistes d'Europe qui se tint à Varsovie vers la fin septembre. A cette Conférence, notre regretté camarade **André Jdanov** présenta son historique et magistral rapport sur la situation internationale au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Il détermina d'une façon précise le rapport des forces à l'échelle internationale. La Conférence montre clairement que

« deux camps se sont formés dans le monde : d'une part, le camp impérialiste et antidémocratique qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et l'écrasement de la démocratie, et d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme ».

dans son rapport **Jdanov** signalait que

« les peuples des colonies ne veulent plus vivre comme par le passé. Les classes dominantes des métropoles ne peuvent plus gouverner les colonies comme auparavant. Les tentatives d'écrasement du mouvement de libération nationale par la force militaire se heurtent maintenant à la résistance armée croissante des peuples des colonies et conduisent à des guerres coloniales de longue durée : Hollande en Indonésie, France au Viet-Nam ».

Désormais, il devenait évident qu'aucun peuple ne pouvait espérer sauvegarder sa liberté ou la conquérir sans tenir compte de cette vérité évidente et sans lier sa lutte à celle des forces anti-impérialistes.

La Conférence de Varsovie souligna la puissance du camp démocratique et montra aux peuples le danger qui les menaçait par suite de la politique expansionniste de l'impérialisme américain.

Réuni le 8 novembre 1947, notre Bureau Politique déclarait :

« Tous les efforts doivent tendre aujourd'hui à empêcher la mainmise sur notre pays de l'impérialisme américain qui accentuerait et prolongerait cette oppression. L'impérialisme américain, soutenant ou suppléant les forces colonialistes françaises, vise, en ou-

tre, à faire de l'Algérie une base stratégique et militaire en vue d'une nouvelle guerre dirigée contre l'U.R.S.S. et les autres pays démocratiques ».

Nous avons été les seuls en Algérie à lier la lutte contre les colonialistes français au combat contre leurs maîtres les impérialistes américains. Les premiers et les seuls nous avons dénoncé publiquement, en particulier dans « Liberté » du 18 décembre 1947 la livraison de renseignements militaires au Consul Américain d'Alger par le Gouverneur Général socialiste Châtaigneau. Nous avons montré les dangers de la mainmise sur notre économie par les trusts américains.

Nous avons mis à nu les plans des fauteurs de guerre américains et de leurs valets, les colonialistes français qui tendent à transformer notre sol en « théâtre d'opérations ». Les événements justifient pleinement le bien-fondé de nos accusations et de notre politique.

Les ELECTIONS MUNICIPALES et de DJEMAAS

C'est à cette époque qu'eurent lieu les élections municipales et celles des djemâas.

Fidèles aux directives du Comité Central de juillet 1946 et de notre IV^e Congrès, nous avons mis tout en œuvre pour que les forces nationales et démocratiques affrontent ces batailles unies. Quelques listes d'union furent constituées dans certaines localités avec des résultats fructueux, mais dans une large mesure nos efforts demeurèrent vains.

Les 19 et 26 octobre, les Algériens élirent les Conseils Municipaux. Dans le 1^{er} collège, les colonialistes, grâce à une campagne de haine raciale et de peur réussirent à réoccuper plusieurs municipalités qui, jusque-là, étaient gérées par des démocrates.

Cependant, bien que la proportionnelle n'ait pas été appliquée en Algérie, pour les villes de plus de 9.000 habitants, contrairement à ce qui se passait en France, notre Parti consolida ses positions dans certains centres et, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, deux grandes villes, Oran et Sidi-Bel-Abbès, eurent à leur tête des communistes.

Dans le 2^{me} collège, le M.T.L.D. obtint des succès importants.

L'échec du Parti dans le 2^{me} collège s'explique, par une sous-estimation persistante du développement du mouvement national, par la popularisation insuffisante de notre politique nationale juste et de nos perspectives et par la vague de nationalisme qui déferlait sur le pays.

Aux élections de djemâas qui commencèrent le 15 novembre, malgré les pressions et les brimades l'Administration ne remporta

pas un grand succès. D'une manière générale, là où les élections étaient libres, c'est le M.T.L.D. qui sortit victorieux de cette compétition électorale. Notre Parti eut plusieurs djemâas élues ; nos listes furent élues triomphalement à Francis-Garnier, à Duperré et à Aïn-M' Lila notamment.

Le résultat général des élections municipales et de djemâas accusa la consolidation de deux blocs raciaux hostiles.

Devant le danger, notre Parti mena résolument une politique d'éclaircissement et d'union des divers éléments ethniques habitant notre pays.

C'est à ce moment que la classe ouvrière algérienne entra dans la lutte d'une manière décisive.

LES GRANDES LUTTES OUVRIERES DE NOVEMBRE - DECEMBRE 1947

La politique de préparation à la guerre des colonialistes accusa les travailleurs à la misère. En août 1947, l'indice des prix était de 1.066. En novembre de la même année il atteignit 1.263 alors que les salaires horaires de base d'un manoeuvre qui était de 30 fr. de l'heure n'avait pas bougé au cours de la même période.

D'autre part, les Sociétés industrielles et agricoles réalisaient de gros bénéfices. Voici quelques chiffres :

Société de l'OUENZA : 76.367.374 en 1947.

Société des PHOSPHATES DE CONSTANTINE : 51.866.121 en 1947.

Société du CHAPEAU DU GENDARME (Borgeaud) : 10.359.103 en 1946, 14.799.124 en 1947.

Société des MINES DE M'ZAITA : 323.937 en 1946, 26.580.735 en 1947.

Société BASTOS : 16.500.000 en 1946, 26.000.000 en 1947.

Il ne restait plus aux travailleurs qu'une issue pour défendre leurs conditions d'existence : la lutte. Ils l'engagèrent avec ardeur.

Au cours des grèves de novembre-décembre 1947, 100.000 travailleurs Algériens de toutes origines et de toutes conditions participèrent vaillamment à la lutte.

Seuls, en tant que Parti, nous avons apporté notre appui le plus complet aux modestes et légitimes revendications des masses laborieuses. Les militants communistes étaient à la pointe du combat. Contre les mensonges et les calomnies dont la presse et la radio aux ordres du Gouvernement et de l'Administration accablaient la classe ouvrière, « Liberté » sortit le 7 décembre un numéro spécial tiré à 10.000 exemplaires. Nos élus démontraient la légitimité de cette lutte, s'élevaient contre la répression, dénonçaient les provocations.

L'union systématiquement repoussée par les dirigeants des Partis nationalistes fut réalisée dans la lutte des travailleurs. Cette expérience démontra la justesse de notre politique qui, sans sous-estimer les contacts au sommet, oriente principalement nos efforts vers l'union à la base.

Travailleurs Communistes, M.T.L.D., U.D.M.A., Socialistes, sans parti se serrèrent les coudes face au patronat de combat et à l'administration colonialiste à son service.

Au cours de cette période, la classe ouvrière algérienne fit montre d'un esprit de lutte très élevé. Elle se dressa courageusement face aux forces policières. Les travailleurs arabo-berbères — les plus exploités, les plus misérables — se montrèrent les plus combattifs.

Outre les avantages arrachés par la lutte, les travailleurs algériens sont sortis de cette bataille aguerris. Ils ont renforcé leurs rangs, plus que jamais convaincus que seule la lutte paye. Cela ne fut évidemment pas du goût du patronat, des gouvernants colonialistes français qui ordonnèrent la criminelle scission de la C.G.T. Cette opération heureusement ne répondit pas à leurs espoirs.

Cependant, bien qu'en Algérie Force Ouvrière n'ait pas réussi à constituer des bases solides, il est hors de doute qu'un certain nombre de travailleurs furent découragés par cette scission.

Nombreux sont ceux qui, depuis lors, ont repris leur place de combattants actifs au sein des syndicats algériens confédérés.

La lutte de la classe ouvrière algérienne a été aussi un stimulant pour l'ensemble du mouvement national. En marquant sa place au sein du mouvement national et en y jouant de plus en plus son rôle d'avant-garde, la classe ouvrière le renforce et l'oriente dans la voie juste.

LES ELECTIONS A L'ASSEMBLEE ALGERIENNE

L'année 1948 débute sous le signe de la lutte du mouvement national sans cesse grandissant contre les forces d'oppression. L'événement le plus marquant du premier trimestre fut la grande bataille politique des élections à l'Assemblée Algérienne.

Notre Parti qui se rendait parfaitement compte de l'importance de cette bataille appelait les masses à l'union et à l'action pour imposer des élections démocratiques. Réuni le 12 janvier 1948, le Bureau Politique mandatait nos camarades députés

« pour déposer d'urgence une proposition de loi portant élection de l'Assemblée algérienne à la représentation proportionnelle et accordant effectivement le droit de vote aux Algériennes d'origine arabo-berbère ».

C'était là un moyen efficace pour barrer la route aux colonialistes qui dépêchèrent dès le 25 février Naegelen pour prendre la tête du Gouvernement Général. Les dirigeants M.T.L.D. qui participent aujourd'hui aux travaux de l'Assemblée Algérienne négligèrent l'importance de cette loi, comme ils avaient d'ailleurs négligé de participer à l'Assemblée Nationale française dans la lutte pour améliorer le Statut. Nous avons été les seuls à lutter pour son adoption. Elle fut rejetée par la majorité réactionnaire du Parlement français.

Conformément aux décisions du Comité Central des 27 et 28 février et à la décision du Bureau Politique du 16 mars 1948, la direction du Parti demandait dès le 23 mars au M.T.L.D. et à l'U.D.M.A. d'examiner avec nous l'éventualité de « présenter, dès le premier tour, des candidatures nationales uniques aux prochaines élections à l'Assemblée Algérienne ». Tenant compte du danger colonialiste et de la résistance que nous rencontrions, nous avons suggéré que chaque parti prit « l'engagement de se désister au second tour en faveur du candidat le plus favorisé de l'un des trois Partis ».

Malgré les efforts du Parti aucun accord ne fut conclu. Cependant, notre Parti, sincèrement attaché à l'union fit se désister au 2^{me} tour ses candidats en faveur des candidats anticolonialistes les plus favorisés.

Le résultat des élections était facile à prévoir. Comme le soulignait le Bureau Politique du 20 avril

« les truquages, les falsifications officielles, les arrestations multiples, l'utilisation scandaleuse de la police et de l'armée, les fusillades ont fait des élections à l'Assemblée Algérienne une sinistre escroquerie ».

Il demeure que notre Parti perdit un nombre important de voix, subissant ainsi un échec. Une fois de plus, au cours de la campagne électorale, nous avons estompé notre politique nationale et nous n'apparaissions pas encore aux yeux des Algériens comme le Parti de la libération nationale.

Dans le 2^{me} collège, seuls quelques candidats M.T.L.D. et U.D.M.A. furent élus. Dans le 1^{er} collège, la propagande raciste sur le thème du « danger arabe » et l'union de la plupart des colonialistes sur les listes du C.U.A.R.P.F. (Comité d'Union Algérienne pour le Rassemblement du Peuple Français), jetèrent nombre de démocrates européens dans les bras de la réaction colonialiste.

Cependant notre Parti obtint un élu, notre camarade Justrabo, et 61.579 voix dans ce collège.

CONTRE LA REPRESSION

Notre Bureau Politique du 20 avril décidait de renouveler son appel à toutes les organisations nationales et démocratiques afin « d'arracher notamment par une lutte commune, la libération des emprisonnés politiques, le départ de Naegelen et Pelabon et l'annulation des élections des 4 et 11 avril ».

C'est sur cette base et en liaison avec les revendications des travailleurs que la lutte devait se poursuivre.

A l'appel des militants communistes, un « Comité Algérien de Lutte contre la Répression » se constituait à Alger avec la participation de tous les progressistes, à l'exception des représentants du M.T.L.D. Il engagea l'action contre la répression. Cette dernière se manifesta en particulier par l'emprisonnement et la condamnation des militants nationaux, démocrates, syndicaux, par la dissolution illégale de la municipalité d'Oran. L'action persévérante de notre Parti et de nos élus aboutit le 21 septembre à l'abrogation du décret Régnier : de nombreux détenus politiques furent libérés après cette victoire.

Au mois de mai 1948 fut constitué à Paris un « Comité de Coordination des élus démocrates et anticolonialistes » rassemblant les élus du Parti Communiste Algérien, du M.T.L.D., de l'U.D.M.A., du Rassemblement Démocratique Africain et des indépendants progressistes.

Nous écrivions dans « Liberté »

« l'action de ce Comité à Paris, bien qu'aidée puissamment par les élus communistes français et apparentés, serait insignifiante si elle n'était pas épaulée solidement par les masses algériennes ».

Notre politique d'union commençait à porter ses fruits, l'idée de l'union gagnait des masses de plus en plus larges. C'est le 29 avril que fut constitué le Comité d'action des Intellectuels pour la Liberté et la Paix groupant des intellectuels démocrates de toutes origines.

C'est à ce moment que le douloureux problème palestinien se posa au premier plan de l'actualité internationale et qu'il eut de profondes répercussions en Algérie.

LA FERME POSITION DU PARTI SUR LA QUESTION PALESTINIENNE

Nous avons été les seuls en Algérie à adopter une attitude conforme à l'intérêt des peuples arabe et juif de Palestine, attitude profondément anti-impérialiste. Notre Bureau Politique du 24 mai 1948 dénonçait la guerre de Palestine comme le résultat des intrigues des impérialistes anglo-saxons. Il déclarait qu'il était

indispensable de mettre fin à cette tuerie contraire aux intérêts des Arabes et des Juifs de Palestine et qui dessert la cause de la paix et de la liberté des peuples. Il demandait l'application loyale du partage décidé par l'O.N.U. le 27 novembre 1947.



L'intérêt brûlant porté par BERNADOTTE à la question palestinienne
(« Liberté » du 19-8-48)

A la lumière des événements actuels, cette position se révéla la seule juste. Cependant, l'affaire de Palestine fut une rude épreuve pour notre Parti. Il fallait lutter contre les colonialistes qui voulaient, à la faveur de cette guerre, faire oublier aux Algériens leur propre combat. Les provocations colonialistes étaient une menace permanente. Nous réussîmes à les éviter par une action quotidienne et vigilante.

Le Parti eut également, après les sanglants événements de Oujda (7 juin) et Djerada (8 juin) à lutter sur un autre front. Notre position était déformée par une propagande sournoise des partis nationalistes. On nous faisait passer aux yeux des masses arabo-berbères pour des pro-sionistes. On cherchait ainsi à nous exclure de la communauté nationale en déversant sur notre compte, mensonges, calomnies et insultes.

En dépit de ces difficultés considérables, nous avons maintenu fermement notre position. Réuni les 12 et 13 juin 1948, le Comité Central souligna avec force la justesse de la politique nationale de notre Parti. Après avoir approuvé à l'unanimité la position prise par le Bureau Politique du 24 mai au sujet de la Palestine, il appela de nouveau les Algériens à s'unir et à accentuer la « lutte sur le sol national pour nos propres objectifs ». Qui ne se rend compte aujourd'hui que, sur la question palestinienne comme sur tous les problèmes, nous avons eu raison ?

LA LUTTE DES MINEURS DU KOUIF ET DES OUVRIERS AGRICOLES

Cependant, la situation de la classe ouvrière devenait de plus en plus misérable. En février 1948 l'indice du coût de la vie était de 1.479. En mai 1948 il passa à 1.780 alors que le salaire de base qui était de 37 fr. de l'heure passa à 40 fr. de l'heure en janvier soit 3 fr. de plus qu'en décembre 1947.

Le 15 avril, les 2.000 mineurs du Kouif engageaient leur première grande et victorieuse grève qui dura 64 jours. De leur côté, les parias de la terre, les ouvriers agricoles qui gagnaient de 100 à 150 fr. par jour, déclenchèrent les plus importantes grèves que nous ayons connues jusque-là dans l'agriculture. Dès le 13 juin, plusieurs milliers de travailleurs de la terre, engagés dans l'action revendicative, notamment dans les régions d'Alger, de Blida et d'Oran, firent preuve d'un esprit de lutte et d'un sens des responsabilités remarquables.

En défendant leurs conditions d'existence, les mineurs d'un côté, les ouvriers agricoles de l'autre, s'attaquaient aux racines mêmes du colonialisme.

Mineurs et ouvriers agricoles se rendirent bien compte que le Parti Communiste Algérien était le seul à soutenir leurs luttes. C'est pourquoi ils rejoignirent nos rangs par centaines.

La **RESOLUTION** du **BUREAU D'INFORMATION** **SUR LA SITUATION DANS LE PARTI** **COMMUNISTE DE YOUGOSLAVIE**

Début juillet 1948, au cours de cette lutte engagée par notre Parti sur le sol national, nous parvint la Résolution du Bureau d'Information sur la situation dans le Parti Communiste de Yougoslavie.

C'est avec indignation que notre Parti apprit la nouvelle de la trahison de la clique de Tito qui tenta de briser le front unique de lutte des peuples au profit des impérialistes, en adoptant une position nationaliste. Mais c'est aussi avec une reconnaissance infinie envers le glorieux Parti Communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. et son chef génial, le camarade **STALINE** qui, une fois de plus, rendaient un service incommensurable aux communistes du monde entier et à toute l'humanité avancée.

La résolution du Bureau d'Information constitue un document marxiste-léniniste d'une valeur inestimable. Son étude nous a déjà permis et nous permettra encore d'éviter des erreurs dans la lutte difficile et complexe que nous poursuivons pour la libération de notre pays. Après l'avoir approuvée sans réserve, le Bureau Politique du 13 juillet 1948 appela :

« tous les communistes algériens et toutes les organisations du Parti à étudier très sérieusement la résolution du Bureau d'information et à en tirer les enseignements leur permettant :

« 1° d'améliorer leur activité sur le sol algérien dans la lutte contre les colonialistes français et leurs maîtres américains ;

« 2° de travailler à resserrer constamment l'unité de lutte des Algériens avec la classe ouvrière et le peuple de France dans leur action contre les ennemis communs ;

« 3° d'apporter leur contribution maximum à la lutte générale contre l'impérialisme afin de conduire avec toujours plus de clairvoyance et de fermeté l'Algérie vers sa véritable libération nationale ».

POUR LA PAIX **CONTRE les FAUTEURS de GUERRE**

Après le Bureau Politique du 13 août 1948 qui dénonça avec vigueur les auteurs de guerre impérialistes, nous avons accentué notre campagne pour la paix. Nous avons dénoncé impitoyablement les mesures qui tendaient à faire de notre pays un champ de batailles et de nos enfants de la chair à canon au profit des milliardaires américains.

L'explosion de Laghouat vint illustrer tragiquement nos révélations sur les préparatifs de guerre contre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire.

Dans une déclaration, notre Comité Central des 2 et 3 octobre se fit l'interprète fidèle des masses populaires lorsqu'il affirma solennellement que :

« le peuple algérien ne fera jamais la guerre à l'Union Soviétique, patrie du socialisme et ardent défenseur de l'humanité opprimée ».

LA LUTTE SUR LE SOL NATIONAL

A la même session, le Comité Central enregistra le début de profonds changements dans la situation politique en Algérie. Les masses arabo-berbères notamment qui, jusque-là et, dans une certaine mesure, boudaient notre Parti par suite des répercussions de l'affaire palestinienne, commençaient à se rendre compte de la justesse de notre politique. Soulignant les immenses possibilités qui existaient pour « mettre fin au régime colonialiste ébranlé », le Comité Central insista sur ce mot d'ordre central :

« l'action et l'union sur le sol national ».

Effectivement, le dernier trimestre de l'année 1948 fut marqué par le développement de l'union et de l'action des masses populaires et en premier lieu de la classe ouvrière algérienne.

L'indice du coût de la vie avait passé de 1263 (novembre 1947) à 2174 (novembre 1948) soit près de 100 %, alors que le salaire de base avait augmenté de 22 %.



Assemblée des grévistes de l'Entreprise Tidjani où les femmes musulmanes avaient pris une part très active.

(« Liberté » du 11-11-48)

Contre la politique de misère, les travailleurs des principales corporations livrèrent de grandes batailles victorieuses. Dockers,

mineurs, fonctionnaires, métallos, travailleurs du bâtiment, des toubacs ou des produits chimiques, hommes et femmes, et pour la première fois les femmes musulmanes manifestèrent une combativité extraordinaire.

La grève victorieuse des mineurs de Kénadsa, Béni-Saf, l'Ouenza, Timezrit, M'Zaïta, lutte qui dura parfois jusqu'à deux et trois mois, prenait une importance nationale. Notre Parti décidait le 25 novembre de soutenir les mineurs en lutte et de transformer sa souscription nationale en souscription en faveur des mineurs en grève. Environ 600.000 fr. furent versés par le Comité Central du Parti au Syndicat des mineurs, sans compter les collectes faites localement par nos camarades et remises directement aux familles des mineurs.

Par son union dans l'action, la classe ouvrière montrait à l'ensemble des Algériens le chemin à suivre. Et, par ailleurs, comme l'a toujours déclaré notre Parti, la lutte pour le pain est inséparable de la lutte pour la liberté, la classe ouvrière prenait résolument la place prédominante qui doit être la sienne au sein du mouvement national.

L'ACTION A LA CAMPAGNE

Bien qu'insuffisante, l'action du Parti dans les campagnes aboutit à des résultats positifs. Le Parti prit la tête de l'action de nos paysans dans différentes régions pour le recasement des paysans sans terre, la répartition des terres domaniales et communales aux petits fellahs, une juste distribution de l'eau dans le Sud, l'octroi de prêts et de semences aux petits cultivateurs, etc...

La djemaâ communiste de DUPERRE arracha la distribution de 79 hectares de terrains communaux.

Grâce à l'action menée par la région du Parti à Jlemcen, à la tête des fellahs en septembre 1947, l'expulsion des paysans d'Aïn-Nabla (Ouled Mimoun) est suspendue. En février 1948, le Parti est à l'origine de la distribution des terres d'El Hamraïa aux fellahs d'El-Oued. A El Mahdia, en avril 1948, les fellahs, grâce à une action dirigée par le Parti, obtiennent satisfaction : octroi d'une parcelle de terre par plantation de palmiers, attribution aux paysans de 1.375 litres-minute d'eau pour irriguer leur palmeraie.

Parallèlement à ces résultats positifs, « Liberté » et « Algérie Nouvelle » dénonçaient l'expropriation des fellahs, des petits colons au profit des grandes compagnies et des gros colons. Nos journaux dénoncèrent également les accords franco-italiens qui constituent un danger pour les petits cultivateurs algériens.

Ainsi, les deux années qui nous séparent du IV^e Congrès de

Maison-Carrée furent deux années de lutte ininterrompue menée par les Algériens avec une ardeur toujours accrue.

Le Parti Communiste Algérien fut l'animateur infatigable de cette lutte et le guide clairvoyant des masses populaires. Le journal « Le Monde » du 27 octobre 1948 est obligé de reconnaître l'inflexible continuité de nos vues lointaines, notre foi, notre discipline, notre souplesse et notre persévérance.

Si le Parti défendit avec ardeur les ouvriers, il n'oublia pas les campagnes. Le programme défini au Comité Central de juillet 1946 continue à être la base fondamentale de notre politique à la campagne. Rappelons-le :

« L'acheminement de l'Algérie vers le progrès exige une réforme agraire profonde qui donne la terre à ceux qui la travaillent : aux ouvriers agricoles, aux khammès, aux fellahs, aux petits colons.

« Cela signifie dans l'immédiat :

« 1° Distribution à ceux qui sont dépourvus de terre :

« a) des terres à confisquer aux collaborateurs avec l'ennemi fasciste, aux saboteurs de la production et du ravitaillement ;

« b) des grands domaines appartenant à la Colonie et à certaines communes ;

« c) des propriétés de plus de 100 hectares achetées depuis 1940 par des non-agriculteurs ;

« d) des domaines des grandes sociétés anonymes (Compagnie Algérienne, Société Genevoise, etc...) ;

« e) des terres améliorées par l'irrigation à récupérer selon la loi Martin ;

« 2° Une politique hardie et juste de l'eau ;

« 3° La répartition équitable des semences, engrais, charrues, fourrages ;

4° L'octroi des crédits aux fellahs et aux petits colons nécessaires ».

LE DEVELOPPEMENT DES FORCES DEMOCRATIQUES

Depuis la Conférence de Varsovie de septembre 1947, les événements internationaux n'ont cessé de confirmer la justesse des appréciations du Bureau d'Information.

Comme l'a prévu la Conférence des Partis Communistes d'Europe, pendant que le camp impérialiste et antidémocratique s'affaiblit et recule, le camp démocratique et antiimpérialiste ne cesse de se développer et de se renforcer. Et cette évolution est marquée par une accentuation de la lutte à l'échelle mondiale.

LA FAIBLESSE DU CAMP IMPERIALISTE

Pour faire face à la formidable crise économique qui menace les Etats-Unis et briser l'élan des forces démocratiques dans le monde, les impérialistes américains préparent ouvertement la guerre. Ils la préparent avec la complicité de tous les impérialistes contre l'Union Soviétique et les démocraties populaires. Aussi se démasquent-ils aux yeux de tous les honnêtes gens et de tous les peuples qui restent profondément attachés à la paix.

Pour soutenir sa politique expansionniste, l'impérialisme américain consacre 83 % du revenu national des Etats-Unis aux dépenses d'armement et au plan d'expansion.

QUELQUES CHIFFRES EDIFIANTS SUR LE BUDGET AMERICAIN DE 1949

Revenu national pour 1948 : 224 milliards de dollars.

Recettes : 40.984.645.347 dollars.

Dépenses : 41.857.777.869 dollars.

Défense Nationale : 15.900 millions (contre 11.800 millions en 1948) : 34 % du budget.

Plan Marshall : 6.709 millions : 16 % du budget.

Anciens combattants : 5.303 millions : 13 % du budget.

Dette nationale : 5.450 millions : 13 % du budget.

Autres dépenses pour la préparation de la guerre : 2.591 millions : 7 % du budget.

Total pour la liquidation de la dernière guerre et la préparation d'une 3ème guerre mondiale : 83 % du budget.

Dépenses pour la Santé et les Services sociaux : 1.908 millions : 6 % du budget.

A signaler que 17 % seulement du budget de l'U.R.S.S. est consacré à la Défense Nationale.

La prétendue « aide » apportée aux peuples français, anglais, belge, hollandais se traduit pour ces derniers par des difficultés intérieures nouvelles et par une misère très grande pour les masses populaires. « Le plan Marshall prive l'Europe de manières premières. Il constitue un danger pour la Belgique », déclare le président de la Chambre de Commerce d'Anvers.

D'autres part, des divergences opposent les gouvernements « bénéficiaires » du plan Marshall entre eux d'une part et aux trusts américains d'autre part. Les contradictions inter-impérialistes qui constituent une des faiblesses du camp impérialiste s'étalent en particulier à travers la guerre d'Indonésie, de Palestine, la réunion du Conseil Consultatif des Cinq qui s'est tenue à Londres fin janvier 1949.

Face à ces crises économiques et aux divergences impérialistes le camp démocratique consolide ses positions.

L'ESSOR ECONOMIQUE, CULTUREL ET POLITIQUE DE L'U.R.S.S.

En Union Soviétique, nous assistons à un nouvel et puissant essor de l'économie, de la culture et du bien-être des masses populaires.

La production brute de l'industrie soviétique s'est accrue en 1948 de 27 % par rapport à 1947 et a dépassé de 18 % le niveau de 1940.

Pour l'agriculture la récolte brute des céréales a atteint 112 millions de tonnes, presque le niveau d'avant-guerre. 13.800.000 hectares de terres de plus qu'en 1947 ont été emblavées dont 10 millions pour les céréales. Le cheptel a augmenté (au 31 décembre 1948 par rapport au 31 décembre 1947) de 23 % pour les bovins, de 75 % pour les porcs, de 15 % pour les chevaux.

Le volume global des travaux de construction augmentait dans l'année de 23 % (4.000 entreprises industrielles ont été construites et le nombre de maisons reconstruites dans les seules campagnes, au cours des années 46, 47 48, a été porté à 1.600.000).

Depuis la suppression du rationnement, le commerce soviétique s'est considérablement développé. La vente du pain a aug-

menté de 56 %, celle des cotonnades de 56 %, celle des chaussures de 45 %, celle du sucre a doublé, etc... En même temps le pouvoir d'achat du rouble a doublé.

Dans le domaine culturel on note l'augmentation du nombre des élèves des écoles primaires et secondaires (2 millions de plus en 1948 qu'en 1947) ainsi que du nombre des étudiants qui s'élève maintenant à un million.

Cet essor économique et culturel est à peu près uniforme pour les 16 Républiques soviétiques.

Parallèlement à cet effort pour la reconstruction de son territoire, l'Union Soviétique mène une politique constante de défense de la paix et de la liberté des peuples.

Vychinski a fait à l'O.N.U. des propositions concrètes pour sauvegarder la paix :

- Réduction d'un tiers des armements pendant un an.
- Interdiction de l'emploi de l'arme atomique.
- Contrôle efficace de ces mesures.

Et l'interview retentissante de Staline au Directeur de l'agence I.N.S. apporte la preuve de la volonté de l'U.R.S.S. de construire une paix démocratique et durable et d'établir une collaboration amicale entre tous les peuples.

LA MARCHÉ DES DEMOCRATIES POPULAIRES VERS LE SOCIALISME

Avec le puissant soutien de l'U.R.S.S., surtout après la création du Conseil d'entraide économique (fin janvier 1949), les pays de démocratie populaire se développent et réalisent des progrès considérables dans tous les domaines. Ils ont opéré de profondes transformations politiques, nationalisé la grande industrie, réalisé la réforme agraire, jeté les jalons de la coopération agricole, unifié les forces ouvrières. Elles ont créé ainsi les conditions leur permettant de passer du capitalisme au socialisme grâce à la démocratie populaire remplissant les fonctions de la dictature du prolétariat.

LA LUTTE DES PEUPLES POUR LA LIBERTÉ ET LA PAIX

Les victoires retentissantes de l'Armée populaire chinoise sous la direction prestigieuse du Parti Communiste chinois et de son président Mao Tsé Toung, la dislocation du Kuomintang après la démission et la fuite de Tchang Kai Chek, représentent dans la dernière période la plus grande défaite du camp impérialiste.

N'est-il pas significatif que le 28 janvier 1949 « Dernière Heure », organe colonialiste, après avoir souligné l'ampleur de la victoire de l'Armée populaire chinoise, lance un cri d'alarme et ne voit l'issue à la situation désespérée des impérialistes que dans une nouvelle guerre qui détruirait complètement le globe ?

La nouvelle situation en Chine renforce considérablement le camp antiimpérialiste et stimule la lutte héroïque des peuples d'Indonésie, du Viet-Nam, de Birmanie, de Malaisie, pour leur libération nationale.

Les élections générales au Japon, malgré les pressions américaines, ont vu une victoire éclatante du Parti Communiste japonais qui a obtenu 3.500.000 voix, soit un gain de 2.500.000 voix et de 31 sièges, par rapport aux autres élections. Tokio a 7 élus communistes pour 7 circonscriptions.

En Grèce, les armées démocratiques infligent défaites sur défaites aux mercenaires du dollar. En Espagne, malgré la terreur franquiste, le peuple lutte vaillamment les armes à la main pour la liberté et la démocratie. En Italie, sous la direction du Parti Communiste italien dont l'influence est considérable, les travailleurs luttent efficacement contre le plan Marshall et les gouvernants à la solde des trusts américains.

Dans le Proche et Moyen Orient, l'événement le plus important est l'effondrement de la Ligue Arabe et la faillite retentissante de sa politique dans l'affaire palestinienne. Les gouvernants réactionnaires des Etats Arabes et en particulier l'émir Abdallah et Nouri Saïd Pacha, se démasquant de plus en plus comme les auxiliaires des impérialistes anglo-saxons. Il en résulte un mécontentement grandissant et l'accentuation de la lutte des masses populaires arabes pour une véritable libération nationale, pour les libertés démocratiques et de meilleures conditions de vie. Les menaces de mort (1) qui pèsent depuis le 15 janvier 1949 sur SELMANE Youssef, secrétaire général du Parti Communiste irakien, traduisent la peur des gouvernants réactionnaires arabes devant la poussée des peuples.

En Israël, la politique de Ben Gourion tourne le dos aux intérêts du peuple juif et tend à renforcer la domination des impérialistes et des trusts pétroliers américains cependant que les travailleurs israéliens luttent pour une véritable démocratie sous la direction du Parti Communiste israélien qui a obtenu aux récentes élections 4 élus dont 2 Arabes et 2 Juifs.

En Tunisie, au Maroc, en Afrique Noire, les mouvements anti-colonialistes se développent sans cesse.

(1) Youssef SELMANE et CHEBIBI Mohamed ont été pendus le 14 février malgré que la sentence ait été commuée en emprisonnement à vie.

LA CLASSE OUVRIERE ET LE PEUPLE DE FRANCE AU COMBAT

En France, la politique de démission nationale et de faillite dictée par le plan Marshall et exécutée servilement par le Parti Américain allant des dirigeants S.F.I.O. aux R.P.F., provoque la colère grandissante de tout un peuple. Les bas salaires, la hausse constante du coût de la vie, le chômage, l'augmentation des impôts sont les traits caractéristiques de la politique économique et financière du Gouvernement Queuille. Elle se traduit par la misère croissante des masses laborieuses et l'enrichissement des sociétés capitalistes.

La classe ouvrière dont le pouvoir d'achat est inférieur à 50 % à celui d'avant-guerre, réagit vigoureusement. Les grandes grèves d'octobre et novembre 1947, celle des 350.000 mineurs qui a duré du 4 octobre 1948 au 29 novembre de la même année, ont puissamment renforcé la C.G.T. et démasqué les scissionnistes de F.O. qui sont de plus en plus isolés.

Les tenants de la « 3ème Force » en faillite ont cru pouvoir arrêter le mouvement populaire par la répression antiouvrière, la violation de la Constitution et un anticommunisme violent. C'est le contraire qui se produit. La combativité des masses redouble d'ardeur, l'union se réalise dans la lutte entre les travailleurs de la ville et ceux de la campagne : les Conseils communaux des Combattants de la Liberté et de la Paix, dont les assises se sont tenues à Paris les 27 et 28 novembre devant 12.000 délégués, prennent une grande ampleur. Le Parti Communiste français, sous la direction clairvoyante de son secrétaire général Maurice THOREZ, est à la tête de cette lutte. Son influence s'étend sur les plus larges masses. Quelques élections en témoignent :

- EPERNAY - 11 avril 1948 : 3.722 voix contre 2.878 en octobre 1947 - 37,4 % des suffrages - Gain : 844 voix.
- ROMILLY - 26 septembre 1948 : 2.855 voix contre 2.475 en octobre 1947 - 48 % des suffrages - Gain : 380 voix.
- FIRMINY - 19 décembre 1948 : 3.979 voix contre 3.540 en octobre 1947 - 46,1 % des suffrages - Gain : 439 voix.
- GRENOBLE - 23 janvier 1949 : 14.358 contre 10.532 voix en octobre 1947 - 39,2 % des suffrages - Gain : 3.826 voix.

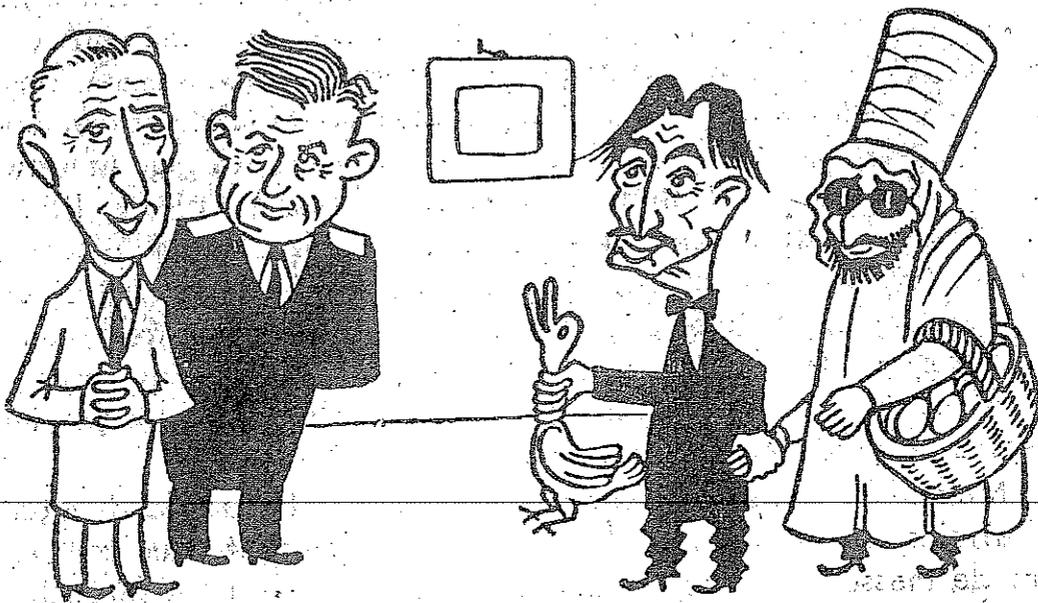
Ces différentes consultations confirment la volonté du peuple français d'arracher la constitution d'un gouvernement d'union démocratique. « Le Monde », journal des trusts est obligé de constater :

« qu'il n'est pas douteux que la lutte contre le communisme telle qu'elle a été pratiquée depuis dix-huit mois n'a pas donné les résultats qu'on attendait. Contrairement à ce que le général de Gaulle avait annoncé fin 1947, contrairement à ce que la « Troisième Force » espérait, le reflux communiste ne semble pas avoir encore commencé. La marée continue de monter, ou du moins d'être étalée. La plupart des élections municipales partielles — au lendemain même des grèves — ont montré que la cote atteinte en novembre 1947 était souvent dépassée ».

Les peuples coloniaux sont reconnaissants au Parti Communiste français qui est le seul Parti en France à défendre leurs justes aspirations, que ce soit au Parlement ou devant le pays, que ce soit à propos du procès de Madagascar, de la guerre du Viet-Nam ou de la répression en Algérie.

LA SITUATION EN ALGERIE

Nous avons vu que le dispositif de domination politique et économique de l'Europe Occidentale par le plan Marshall était compromis par la résistance victorieuse des peuples. Les plans d'agression antisoviétique de l'impérialisme américain dans ce secteur et en Asie également sont sérieusement ébranlés. Dans ces conditions, le bassin méditerranéen et en particulier l'Afrique du Nord, occupent de plus en plus une place d'une importance capitale dans ces plans stratégiques.



Campbell. — Oh, moi très content faire connaissance avec les paysans algériens. (« Liberté » du 2-12-48)

Comme nous l'avons vu, l'Afrique du Nord est choisie par les milliardaires américains pour servir de « théâtre d'opérations » et les Algériens de chair à canon dans la guerre contre l'Union So-

viétique et les démocraties populaires. « Le New-York Herald Tribune » du 8 janvier 1949 avec que :

« Les Etats-Unis ont déjà l'accord tacite de la France pour l'utilisation des bases aériennes de l'Afrique du Nord par les appareils américains ».

Et les actes du Gouvernement français marshallisé et de ses représentants en Algérie, sont là pour confirmer les criminels desseins des impérialistes.

Notre pays est envahi par une nuée de « touristes », de « techniciens » et d'officiers américains comme le général Campbell qui étudient l'économie de l'Algérie, prospectent ses richesses naturelles, inspectent les bases aériennes.

Le voyage de Naegelen au Fezzan avec Moch, sa rencontre avec Béchard et Juin à Tindouf, au Sahara Occidental, font partie de ces préparatifs de guerre en Afrique du Nord.

Les colonialistes ont peur

La politique de l'actuel gouvernement français en Algérie est déterminée par deux mobiles essentiels : la nécessité de prolonger le régime colonial et la participation aux plans de guerre des impérialistes américains. Pour atteindre ces deux objectifs, il faut nécessairement une politique réactionnaire tendant à réduire le peuple au silence.

Dès lors, on comprend pourquoi l'administration colonialiste accentue la répression contre les organisations et les militants démocrates et progressistes, pourquoi les libertés démocratiques, déjà bien maigres dans notre pays, sont constamment piétinées et nos meetings parfois interdits, pourquoi les vichystes les plus notoires bénéficient de la sollicitude des pouvoirs publics et les R.P.F. forment des groupes armés ouvertement, pourquoi on s'oppose à l'application des dispositions progressistes du Statut, pourquoi on refuse obstinément toute augmentation de salaires aux travailleurs pendant qu'on favorise la hausse du coût de la vie et qu'on augmente les impôts. Enfin, pourquoi l'on cherche à augmenter les loyers et à saboter l'application de la sécurité sociale.

Mais les tenants de la grosse colonisation et leurs valets n'ont pas atteint leurs buts. Au contraire, ils se heurtent à un mouvement de masse qui se développe sans cesse et s'oppose farouchement à leur politique.

Le fait même qu'ils soient obligés d'abandonner les formes hypocrites pour recourir à la force brutale pour essayer de prolonger leur règne est une preuve éloquente de leur faiblesse et de leur immense désarroi devant la montée irrésistible du mouvement national et démocratique.

La classe ouvrière montre le chemin

Au cours de l'année 1948, nous avons vu les masses populaires constamment en bouillonnement. Partis politiques, syndicats, organisations démocratiques de femmes ou de jeunes, Comités populaires multiples ont traduit la volonté de lutte des Algériens pour la liberté et de meilleures conditions d'existence. L'accentuation de la lutte a eu comme résultat le renforcement indéniable des forces nationales et démocratiques.

On ne saurait trop souligner l'importance de la participation de la classe ouvrière à la lutte générale. C'est elle qui s'est montrée la plus combattive et la plus apte à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire.



Assemblée des mineurs au cours de leur magnifique lutte de novembre 1948

La lutte des mineurs en particulier a été non seulement un stimulant, mais aussi un facteur décisif qui a permis à de nombreuses corporations d'engager des combats, victorieux.

En plus des revendications propres à leur corporation, les travailleurs des villes et des campagnes veulent arracher l'application à l'Algérie du projet de sécurité sociale déposé par nos camarades Pierre FAYET et Alice SPORTISSE et que l'Assemblée Algérienne a tenté de saboter.

Les classes moyennes

Les classes moyennes sont atteintes par la politique de faillite du Gouvernement Général.

Les petits commerçants, les membres des professions libérales se dressent contre la dévaluation du franc, les impôts très lourds qui les acculent à la ruine. D'autre part, les locataires, menacés par les augmentations excessives des loyers décidées par l'Assemblée Algérienne s'organisent et luttent au sein de leurs comités de maison ou de quartier.

La lutte des campagnes

Contre le régime des communes mixtes et des Territoires du Sud, les impôts écrasants, les accords de misère franco-italiens et franco-espagnols, pour la démocratisation des S.I.P.; la distribution des terres domaniales et communales, comme à Hammam-bou Hadjar, nos campagnes se dressent de plus en plus vigoureusement et joignent leurs efforts à ceux des villes.

Rapprochement des démocrates européens et du mouvement national

Des démocrates honnêtes d'origine européenne s'élèvent de plus en plus nombreux contre la soumission des gouvernants français aux trusts américains et manifestent leur volonté de participer à la lutte pour la liberté et la paix. Ils se rassemblent notamment au sein du Comité des Intellectuels, de Comités pour la Liberté et la Paix et de différents groupements démocratiques. C'est l'union des démocrates européens et des élus M.T.L.D. de Ténès qui a permis l'élection d'un communiste comme maire de Ténès.

Le pillage et la gabegie organisés sur une haute échelle au Gouvernement Général — au moment où l'on fait des économies sur le dos des travailleurs — écoèrent même des gens qui ne veulent pas « faire de politique ». Ce spectacle honteux que « Liberté » a mis au grand jour montre la décrépitude d'un régime irrémédiablement condamné. Des Algériens de plus en plus nombreux, bernés longtemps par le slogan de la « souveraineté française », se rendent compte que les champions de cette formule vendent à l'encan l'Algérie et la France aux milliardaires américains et anglais. Ils sont écoérés par le spectacle de l'Assemblée Algérienne qui se discrédite par son incapacité et ses mesures antipopulaires. Les prétentions de l'apprenti-dictateur de Gaulle, le fait qu'il est suivi par tous les ex-vichystes, les méthodes des nervis gaullistes allant jusqu'à l'agression contre nos militants choquent de nombreux Algériens honnêtes, même ceux qui avaient voté R.P.F.

Les changements politiques

La lutte des masses populaires que nous venons d'examiner et l'action persévérante de notre Parti, la ferme attitude de l'U.R.S.S. tant pour la paix que pour la défense des peuples coloniaux, les brillantes victoires de l'Armée populaire chinoise, la faillite de la politique de la Ligue arabe et des dirigeants réactionnaires en Palestine, le combat de la classe ouvrière et du Parti Communiste français sont autant de facteurs qui ont eu des répercussions sur la situation politique en Algérie et provoqué d'importants changements au cours du dernier semestre de l'année 1948.

Ces changements résident dans le fait que les partis nationalistes sont contraints de venir sur les positions de notre Parti sur un certain nombre de points fondamentaux.

La faillite de la politique des alliances des partis nationalistes

A des degrés différents, ils avaient toujours laissé entendre aux Algériens que la libération dépendait de l'action d'une poignée d'hommes qui résident au Caire. Or, les événements ont détruit cette légende absurde.

Le « Comité de Libération de l'Afrique du Nord » s'est disloqué et est désavoué par son propre président, ABD-EL-KRIM.

Ainsi, la politique des alliances des partis nationalistes s'effondre. Ces derniers sont obligés de reconnaître la valeur de la lutte sur le sol national.

Après s'être adressé vainement à l'O.N.U., Messali déclare dans « El Maghreb el Arabi » du 22 janvier 1949 que

« le peuple algérien ne doit pas attendre son salut uniquement de l'O.N.U. Plus que jamais il doit compter sur lui-même, sur son action organisée et son esprit de sacrifice ».

De son côté, l'organe de l'U.D.M.A., la « République Algérienne » du 10 décembre 1948, affirme

« nous voulons une lutte plus sérieuse et plus intelligente — sur le sol local algérien — seule susceptible de préparer des militants capables de résister aux coups du colonialisme ».

Union de lutte avec le peuple de France

On sait également que l'U.D.M.A., surtout depuis son Congrès de Sétif, a souligné, à maintes reprises, l'importance et la nécessité de l'union avec les forces démocratiques et la classe ouvrière de France.

Et Messali, dans le numéro de « El Maghreb el Arabi » cité plus haut, reconnaît que le penchant du peuple français pour la démocratie est réel.

Le plan Marshall, plan de guerre et d'asservissement des peuples

Dans le mémorandum adressé à l'O.N.U. au nom du P.P.A., Messali écrit textuellement :

« Le plan Marshall ne sert pas seulement à relever les ruines de l'Europe, mais bien plus, il sert à créer des divisions armées de moyens modernes pour écraser les peuples coloniaux qui tentent de se libérer des servitudes impérialistes ».

D'autre part, Ferhat Abbas reconnaît dans « La République Algérienne » du 31 décembre 1948 la volonté des impérialistes de

! « généraliser la tuerie en déclenchant un conflit gigantesque contre les démocraties populaires et l'U.R.S.S. A l'époque où la puissance hitlérienne menaçait de couper les routes commerciales de toutes les grandes nations, le régime soviétique avait des mérites. A présent, il devient un épouvantail et un monstre qu'il faut abattre ».

Les remous politiques

Le problème palestinien qui fut, durant une longue période, le cheval de bataille des partis nationalistes contre notre Parti est devenu maintenant pour eux un sujet gênant.

Aux remous significatifs que l'on peut observer au sein des partis nationalistes allant dans certains cas jusqu'à des démissions il convient d'ajouter le conflit qui a opposé P.P.A.-M.T.L.D. d'une part, à l'U.D.M.A.-Ouléma de l'autre. La polémique a revêtu une certaine acuité et l'on peut dire que l'évolution de la situation et le développement du sens politique des masses ont aggravé les rivalités qui existent entre ces Partis et groupements depuis la naissance des « Amis du Manifeste », jusqu'à faire éclater publiquement le conflit.

Les masses arabo-berbères se tournent vers notre Parti dont elles approuvent de plus en plus la politique nationale. La meilleure preuve en est dans les centaines de nouveaux adhérents qui rejoignent notre Parti.

Les " illusions faciles " persistent

Mais est-ce à dire que les masses ont perdu complètement les « illusions faciles » dont il est question plus haut ? Nous ne le pensons pas. D'autant que, les dirigeants nationalistes n'ont pas abandonné entièrement la politique qui consiste à mettre sur le même pied l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, à souhaiter une aide de

ces derniers et même à attaquer l'U.R.S.S. avec violence.

« La République Algérienne » du 21 janvier 1949 écrit

« l'Amérique peut beaucoup pour les peuples colonisés. Elle est même la seule à pouvoir, dans l'immédiat, faire quelque chose en leur faveur ».

De son côté « El Maghreb el Arabi » du 22 janvier 1949 regrette que

« la politique des Anglo-saxons à l'égard de l'Afrique du Nord semble perdre de vue que plus l'intérêt d'une région stratégique est grand, plus il faut tenir compte du consentement de ses habitants ».

De plus, il faut noter qu'une certaine tendance de la politique des dirigeants nationalistes apparaît avec plus de précision.

En Tunisie et au Maroc elle est assez nette. C'est, d'une part, après l'effondrement du Comité de Libération du Caire, la propagande faite autour du mot d'ordre de l'unité maghrébine. Et c'est d'autre part, la tendance à la conciliation avec les impérialistes américains sous couvert des colonialistes français. Il est clair qu'une telle tendance, dont le danger est grand, ne peut être suivie par notre peuple, à condition que les communistes sachent bien montrer la voie juste de la libération nationale.

Les importants changements que nous venons d'examiner et qui ouvrent de nouvelles perspectives aux forces nationales et démocratiques de notre pays peuvent être résumés en quatre points :

1° - Efficacité de la lutte sur le sol national

C'est ce que nous avons toujours préconisé et nous nous réjouissons aujourd'hui de constater que la justesse de notre position est largement reconnue par les masses populaires qui obligent les dirigeants nationalistes à prendre position.

Ajoutons cependant que ce premier pas est insuffisant. Les actes doivent suivre les paroles. Il faut notamment par notre politique de différenciation faire perdre aux masses toute illusion sur la Ligue Arabe, sur le « Comité de Libération du Caire », le « Congrès des Peuples » et autres manœuvres des impérialistes. Surtout depuis la nouvelle déclaration de Truman selon laquelle « le vieil impérialisme » a disparu.

2° - La place des Algériens dans le camp anti-impérialiste

La lutte avant tout sur le sol national ne signifie pas la négation de toute alliance. Bien au contraire.

Il devient maintenant évident pour tous, que nos alliés se trouvent au sein du camp démocratique et anti-impérialiste. Ce sont

l'Union Soviétique et les pays à démocratie populaire, ce sont tous les peuples qui luttent pour la liberté. Et le simple bon sens comme les faits commandent, conformément d'ailleurs aux principes du marxisme-léninisme, une unité de lutte étroite avec la classe ouvrière et le peuple de France, adversaires résolus et les plus directs de nos ennemis.

Pour rendre efficace notre lutte, nous devons la diriger contre les colonialistes français et leurs maîtres américains.

Ainsi, en comptant en premier lieu sur nos propres forces, nous comptons aussi sur la solidarité des peuples en lutte pour la liberté.

3° - La lutte pour le pain inséparable de la lutte pour la liberté et la paix

Les événements ont également amplement démontré qu'on ne peut sérieusement lutter pour la liberté en laissant le peuple mourir de faim. Ceux qui nous asservissent sont en même temps les responsables de la misère du peuple.

La classe ouvrière et les masses laborieuses l'ont bien compris. Dans sa lutte pour le pain, même pour les plus petites revendications, le peuple prend conscience de sa force et de la nécessité de la lutte. Il prend en même temps conscience des possibilités plus grandes qu'il possède pour lutter en vue d'atteindre des objectifs plus élevés.

L'attention que les partis nationalistes sont obligés de porter à la classe ouvrière depuis quelque temps, et la participation active de leurs militants à ses luttes revendicatives est une nouvelle preuve de la justesse de notre mot d'ordre : la lutte pour le pain est inséparable de la lutte pour la liberté et la paix.

4° - L'union dans l'action seule décisive

Enfin, l'expérience montre qu'il est vain de nous lamenter sur notre sort, de nous contenter de formuler des aspirations, si légitimes soient-elles. Toute victoire arrachée ne peut être que le fruit de l'action et l'action elle-même n'est efficace que lorsqu'elle s'engage dans l'union de tous sans distinction de race, de langue ni de religion. C'est là le grand enseignement que nous fournit quotidiennement la lutte de la classe ouvrière et qui est valable pour toutes les couches de nos populations et dans tous les domaines.

Il est évident que l'évolution de la situation internationale n'est pas étrangère aux changements qui se produisent en Algérie et auxquels nous devons être très attentifs. Mais on doit surtout

insister sur trois facteurs d'ordre intérieur qui en sont à la base :

1° - Les masses populaires de notre pays qui marquent cette évolution ont été amenées à faire leur propre expérience politique. Elles commencent à juger les hommes et les partis sur leurs actes et non sur leurs paroles.

C'est le grand Lénine qui nous a enseigné que « la propagande seule, l'agitation seule, ne suffisent pas. Il faut la propre expérience politique de ces masses. »

2° - Les changements intervenus confirment les mots d'ordre de notre Parti. Ils font ressortir nettement la justesse de notre politique nationale.

Or, il faut dire que cette politique a dû affronter des difficultés innombrables, les sarcasmes et parfois l'hostilité déclarée. Et si nous avons surmonté tous les obstacles, c'est parce que nous avons propagé et défendu notre politique avec une ferme conviction et une foi inébranlable.

3° - L'expérience des masses et la vérification de la justesse de la politique de notre Parti n'ont pu se faire que parce qu'il y a eu lutte. C'est en effet, dans la lutte que les problèmes se posent concrètement et exigent des solutions concrètes.

Tels sont les principaux enseignements que notre Parti tire des événements depuis avril 1947 et qui doivent lui servir pour préparer dans les réalisations et l'enthousiasme son V^{me} Congrès National.





Larbi BOUHALI
Secrétaire du Parti Communiste Algérien

LE PARTI COMMUNISTE ALGERIEN

ESPOIR DE TOUS LES ALGERIENS

Nous avons vu que les deux années qui nous séparent du IVème Congrès furent deux années de lutttes ininterrompues des Algériens contre le colonialisme français et ses maîtres américains. Cette période est très riche en événements comportant des enseignements précieux.

Pour la première fois se posait devant notre Parti sous une forme concrète, l'ensemble des problèmes algériens auxquels il fallait apporter des solutions. Qu'il s'agisse de la bataille du Statut, des grandes grèves revendicatives, des élections municipales ou à l'Assemblée Algérienne, de la question de Palestine, chaque fois notre Parti manifesta sa clairvoyance politique, en exprimant d'une manière réaliste les aspirations de notre peuple.

Dans l'ensemble, notre Parti s'est comporté comme un Parti majeur en qui notre peuple peut avoir confiance. Les événements auxquels il a pris activement part ont encore enrichi son expérience et l'ont forgé pour les batailles futures.

Grâce à sa politique juste, à sa fermeté et son unité, au dévouement et à l'action de tous ses militants pour assurer la réalisation de sa politique, notre Parti a gagné sa place de guide incontesté de la classe ouvrière algérienne et a renforcé sérieusement sa position au sein du mouvement national.

I - UNE ARME ESSENTIELLE : L'AUTOCRITIQUE

Si, dans l'ensemble, notre Parti s'est incontestablement bien comporté au cours des dures et différentes batailles, on ne peut passer sous silence ses faiblesses. Déceler ces dernières pour les corriger c'est le meilleur moyen de perfectionner notre travail et aller de l'avant.

1° - L'examen de notre activité générale dans tous les domaines fait apparaître nettement une faiblesse longtemps persistante : la sous-estimation de la puissance et du rôle du mouvement national. Nous avons, certes, affirmé très justement que le mouvement national domine toute la vie politique de notre pays. Mais, dans son activité générale, le Parti ne montre pas toujours qu'il est entièrement pénétré de cette vérité. Les actes de cer-

tains militants, ne sont pas suffisamment orientés vers le mouvement national. Il en est trop souvent de même du contenu de notre propagande tant écrite qu'orale.

Il n'y a pas de doute que c'est là la raison fondamentale de nos échecs électoraux aussi bien en octobre 1947 qu'en avril 1948. Et on peut être certain que tant que cette faiblesse essentielle ne sera pas surmontée notre Parti connaîtra des difficultés.

2° - Nos militants ont été constamment à la tête de l'action des masses et se sont montrés les meilleurs lutteurs pour la défense du pain des travailleurs. Cependant la tendance à sous-estimer la force de la classe ouvrière et l'esprit de lutte qui l'anime s'est parfois manifesté à l'intérieur du Parti.

3° - Nous savons et nous répétons que la paysannerie est « l'armée fondamentale du mouvement national ». Mais cette appréciation ne se traduit pas suffisamment par des mesures pratiques dans notre activité quotidienne. Le retard de notre travail à la campagne en est la meilleure illustration. Cela montre qu'à tous les échelons du Parti on sous-estime le rôle immense que joue la paysannerie dans une colonie.

4° - A ces trois faiblesses fondamentales s'en ajoutent d'autres, sans doute moins graves, mais qui ont leur importance.

Par exemple, à la suite de la magnifique campagne pour le Statut, un défaut sérieux se fit jour dans le Parti : la griserie du succès, donnant naissance à la présomption chez certains camarades. La conséquence fut le relâchement de la vigilance politique et la démobilisation du Parti à la veille des élections.

Par ailleurs, aux élections municipales d'octobre 1947, comme à celles de l'Assemblée Algérienne beaucoup de camarades n'avaient pas compté avec l'accentuation de la lutte et les possibilités de manœuvres des adversaires. Aussi l'insuccès du Parti les surprit provoquant un certain courant vers le découragement et la perte de la perspective.

La question de Palestine fut une rude épreuve au cours de laquelle le Parti manifesta de grandes qualités. Mais là aussi nous avons eu des faiblesses importantes. D'abord la Direction du Parti tarda trop à prendre nettement position sur la question. Ensuite, le travail de masse était absolument insuffisant au cours des semaines les plus difficiles. Quoique approuvant la ligne politique du Parti, certains camarades manifestaient des hésitations et des réticences pour se lancer résolument dans ce travail.

Telles sont les principales faiblesses qui sont ressorties dans le travail du Parti depuis notre IVème Congrès. Il est juste de dire qu'elles ont été corrigées, tout au moins en partie, grâce à l'auto-critique, cette arme incomparable des communistes.

« Reconnaître franchement son erreur, disait LENINE, en découvrir les causes, analyser les circonstances qui lui ont donné naissance, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, voilà la marque d'un Parti sérieux ».

Effectivement, l'usage de l'autocritique nous a permis de déceler les causes profondes de nos défauts.

Il nous a permis en particulier d'adapter notre politique aux grands changements survenus dans le monde, et de placer résolument la lutte des Algériens dans le cadre de la division du monde en deux camps.

Il nous a permis de redresser l'erreur consistant à accorder une importance trop grande à l'union au sommet, au détriment de l'union dans l'action à la base. Il nous a permis de comprendre que notre Parti ne s'orientait pas vers sa transformation en un grand Parti national de masse alors que la justesse de sa politique se vérifiait de jour en jour.

En reconnaissant ses défauts, le Parti a mis tout en œuvre pour « corriger en marchant ». Ainsi il a pu se renforcer et remporter de nouvelles victoires.

2 - L'ORGANISATION DU PARTI

Pour la formation d'un grand Parti de masse

La résolution intérieure adoptée par le IV^{ème} Congrès visait à engager le Parti dans la voie d'un grand Parti national de masse, c'est-à-dire un Parti :

— très large qui compte des adhérents par dizaines de milliers ;

— qui soit le Parti de la « nation en formation » par son reflet fidèle du visage de l'Algérie ;

— qui s'étende sur toute l'Algérie, dans les campagnes comme dans les villes.

Cela comportait une lutte sévère contre tous les relents d'esprit colonialiste et raciste, pour la compréhension profonde de la politique nationale du Parti par tous les militants et pour son application pratique, pour l'adaptation de tout notre travail à des formes spécifiquement algériennes de propagande, d'organisation, d'éducation, etc... A cet effet, le Comité Central de juin 1948 prit une série de décisions pratiques, imprimées dans une « Vie du Parti » spéciale qui reste à la base de tout notre travail de propagande, d'organisation et de développement du Parti.

Les effectifs

Ce qui est remarquable, lorsqu'on examine nos effectifs, c'est l'afflux de nouvelles adhésions à notre Parti au cours de la der-

nière période. Les exemples les plus typiques des derniers mois sont :

Kénadsa : 350, Ouenza : 300, Cité Mahieddine et dockers d'Alger : 160, Hussein-Dey : 105, groupes de la région de Bel-Abbès : 160.

Ces chiffres montrent que dans certains centres, le Parti a réellement brisé la coquille étroite qui l'enserrait.

En analysant ces adhésions on remarquera que ceux qui sont venus à nous sont, avant tout, **ceux qui luttent** : mineurs, ouvriers agricoles, femmes et jeunes.

Ces exemples sont la preuve du changement qui s'opère de plus en plus dans l'esprit des masses.

Ils montrent non seulement nos grandes possibilités, mais aussi que nous sommes sur le chemin d'un grand Parti national de masse. C'est en étendant ces exemples à toute l'Algérie et dans toutes les couches de la population que nous construirons un tel Parti.

Pour cela il est indispensable de rattraper le retard qui se manifeste notamment :

— Parmi les femmes et les jeunes qui vibrent d'une façon plus intense contre l'oppression colonialiste, notamment les femmes d'origine arabo-berbère.

Les adhésions de femmes musulmanes à Oran, la formation de groupes de femmes à la Casbah et à la Cité Mahieddine à Alger illustrent nos grandes possibilités dans ce domaine.

— Parmi les populations des campagnes où nous n'avons pas réalisé de progrès suffisants, à l'exception de quelques centres qui montrent combien nous pouvons asseoir très rapidement le Parti parmi les paysans.

Les cellules d'entreprises

Au IV^{ème} Congrès nous comptons 156 cellules d'entreprises.

Aujourd'hui nous en comptons 171 réparties de la façon suivante : Oran, 66 ; Alger, 46 ; Constantine, 18 ; Rône, 17 ; Blida, 13 ; Tlemcen, 11.

Cependant, il y a lieu de souligner que le nombre de nos cellules d'entreprises reste insuffisant puisqu'il y a encore beaucoup d'entreprises où nous n'avons pas une organisation du Parti, alors que les ouvriers ont menés de grandes luttes pour la plupart victorieuses.

Les cellules locales et de quartiers

Nous comptons 230 cellules locales ou de quartiers. Au cours de l'année 1948, un examen du fonctionnement de ces cellules dans les grandes villes nous a amené à faire fusionner quelques-unes d'entre-elles de façon à mieux répartir nos forces dans cer-

tains quartiers, à assurer de meilleures discussions et un travail politique plus fécond.

Ces expériences ont été généralement positives et elles nous incitent à examiner très minutieusement la composition, l'organisation, la direction et la vie de chacune de nos cellules.

Les groupes à la campagne

En avril 1947 nous n'avions que quelques dizaines de groupes dans les campagnes. Certains d'entre-eux, dont l'activité ne fut pas suivie, disparurent.

Aujourd'hui, la plupart de ces groupes ont été reconstitués et de nouveaux ont été créés, notamment dans la région de Beï-Abbès. Nous enregistrons ainsi un accroissement du nombre de nos groupes de villages ou de douars qui se répartissent comme suit entre les Régions :

Constantine, 21 ; Alger, 20 ; Oran, 17 ; Tlemcen, 16 ; Blida, 11 ; Bône, 6 ; soit au total : 91 groupes.

Malgré ces progrès sensibles nous ne pouvons nous satisfaire de notre pénétration à la campagne. Le nombre de groupes est nettement insuffisant et constitue notre grande faiblesse si l'on tient compte que c'est par leur multiplicité que notre Parti sera véritablement assis parmi la paysannerie.

La vie politique des cellules et des groupes

Nous ne pouvons considérer comme satisfaisante la **vie politique** des organisations de base. Il apparaît même parfois que cette vie politique est quelque peu étouffée par l'application mécanique, sèche, des directives du Parti. Certaines cellules et sections au lieu de prendre comme point de départ le travail des communistes dans les masses, pour la défense de leurs revendications et aspirations, s'enferment dans un travail intérieur et routinier.

L'afflux de nouveaux adhérents nous oblige à poser avec une force accrue le problème de la vie politique de nos organisations de la base au sommet. Il nous faut notamment veiller à ce que se réalisent rapidement les conditions suivantes :

a) - **Chaque adhérent doit se sentir chez lui dans le Parti.**

Indépendamment d'une stricte application de la ligne politique nationale, nous devons veiller à la démocratie la plus large qui doit présider aux discussions, à la possibilité pour chacun d'utiliser sa langue maternelle et à la possibilité de travailler suivant ses capacités dans des réunions de cellules et de groupes bien préparées et intéressantes, des réunions au cours desquelles chaque camarade apprend quelque chose et comprend la nécessité de réaliser les tâches pratiques qui lui sont confiées.

b) - L'éducation des membres du Parti doit être poussée activement, grâce à un plan d'éducation d'ensemble, mais aussi et en premier lieu grâce à la vie politique des groupes et cellules. Sur la base des articles de la « Vie du Parti », de « Liberté », de « L'Algérie Nouvelle » ainsi que du déroulement des événements et des tâches qu'ils posent, tous les camarades doivent discuter orienter politiquement leur travail et prendre ensuite les mesures pratiques d'application.

3 - LA PROPAGANDE

Depuis le IVème Congrès, des progrès sensibles ont été réalisés dans le domaine de la propagande. Les chiffres ci-dessous, qui ne portent que sur le matériel édité par le Comité Central, illustrent ces progrès :

Affiches diverses : 36.000 (en français et en arabe).

Tracts différents : 346.500 (en français et en arabe).

Listes de pétitions pour le Statut de l'Algérie : 50.000 (en français et en arabe).

Chanson sur le Statut : 15.000.

Brochures diverses : 135.750.

Notre presse : « Liberté » et « l'Algérie Nouvelle »

La tâche accomplie par notre presse depuis le IVème Congrès est immense. Elle a mené des campagnes retentissantes. Au cours des combats pour la liberté, la paix et le bien-être de tous les Algériens, « Liberté » et l'« Algérie Nouvelle » se sont révélés des armes efficaces qu'il nous faut perfectionner sans cesse.

Cependant, il faut souligner que « Liberté » et l'« Algérie Nouvelle » se sont heurtés aux attaques forcenées des colonialistes, notamment sous la forme d'augmentation constante des prix du papier, d'impression, de transport, etc...

Nos journaux ont dû passer à 10 fr. et font régulièrement appel au soutien de leurs lecteurs.

Ils n'ont pu supporter ces charges et ne peuvent vivre que grâce aux efforts permanents de tous les militants du Parti et plus particulièrement au dévouement des diffuseurs dont le nombre doit grandir sans cesse.

En dehors du contenu et de la présentation de nos journaux qu'il importe d'améliorer constamment, les principales difficultés de diffusion de « Liberté » et de l'« Algérie Nouvelle » doivent être attribuées au fait que trop d'organisations du Parti considèrent leur diffusion comme la tâche de quelques camarades spécialisés et non comme une tâche du Parti tout entier. Il s'ensuit trop souvent que lorsqu'un diffuseur quitte une cellule ou une section, la vente de nos journaux baisse.

L'organisation systématique de la vente, notamment par l'augmentation du nombre des diffuseurs dans chaque cellule et section, doit être considérée comme une partie intégrante de l'activité de masse du Parti. A ce titre elle doit être examinée très sérieusement par l'ensemble des organisations du Parti.

Les journaux de sections et de cellules

Cette presse locale qui touche les travailleurs d'une manière directe et vivante, s'est heurtée à la fois aux mêmes difficultés matérielles et à la même incompréhension que notre presse centrale.

Cependant, à la fin de l'année 1948, des journaux de sections comme « Le Phare de Notre-Dame d'Afrique » et « Clarté » à Saint-Eugène (Alger) ont commencé à paraître. Certaines cellules d'entreprises, avec l'aide de leur section, ont recommencé à sortir leurs journaux, tel « Le Cheminot » de Bel-Abbès, « Le Veilleur » de la Marine à Oran, « La Vérité à Caussémille » d'Alger, etc...

Ces premiers efforts doivent être activement étendus à des centaines de nouvelles cellules et sections.

La propagande parlée

En raison du nombre impressionnant d'illettrés — surtout à la campagne — que notre propagande écrite ne peut toucher, la propagande orale joue un rôle essentiel en Algérie.

On peut évaluer à plus de 300.000 fr. la somme dépensée par le Comité Central pour les tournées de propagande.

Il reste cependant à faire de gros efforts pour améliorer la qualité de cette propagande afin de mieux l'adapter aux conditions du pays.

Certes, les meetings sont un excellent moyen de toucher de larges masses. Mais pour toucher les Algériens d'origine arabo-berbère, la **conversation** est l'aspect le plus simple et le plus efficace de la propagande orale. Elle est quelque peu négligée. Trop rares sont les propagandistes du Parti qui vont discuter dans les cafés et les bains maures, les souks, les salons de coiffure, les cercles, à l'occasion des fêtes, etc...

Nous devons remédier rapidement à cette faiblesse en considérant qu'il n'est pas permis à un Parti comme le nôtre de rester en dehors de ces lieux de rassemblement permanent alors que l'une des qualités essentielles des militants communistes est d'être constamment plongés au milieu des populations. Quelques bons exemples :

C'est parce qu'ils sont intimement liés à la population que les communistes de Duperré expriment avec netteté leurs aspirations et recrutent. C'est aussi le cas de ceux d'Iffry qui constituent un groupe actif de 150 camarades.

De même, c'est grâce à leurs visites personnelles, à leurs relations de voisinage que quelques camarades de la Casbah ont pu constituer un groupe de femmes d'origine arabo-berbère à la suite d'une petite fête familiale.

La propagande par l'image

C'est une forme de propagande qui n'a été utilisée, insuffisamment d'ailleurs, que pendant les campagnes électorales et qu'il est nécessaire de développer, surtout à la campagne où l'analphabétisme est très étendu et où une image bien faite peut, dans une certaine mesure, remplacer un texte.

Le cinéma est un moyen d'avenir, que nous avons également peu utilisé. Pourtant, la tournée avec le film « Le Serment » a connu un réel succès et on connaît l'accueil fait à des films en langue arabe sur le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, etc...

Nous devons faire de grands efforts pour rendre notre propagande la plus simple possible, la plus accessible aux masses, car « lorsque les idées s'emparent des masses, elles deviennent un levier d'action », disait LENINE.

4 - L'ÉDUCATION ET LES CADRES

Le principe essentiel qui a guidé le travail d'éducation et de formation des cadres est celui de la liaison de la théorie et de la pratique.

C'est sur ce principe qu'ont été élaborées et réalisées les formes d'éducation essentielles suivantes :

1° **Cours de masse** sous forme de conférences ouvertes à tous les membres du Parti et portant sur un sujet déterminé de l'actualité politique.

Une dizaine de ces séries de cours ont été réalisées dans les grands centres du pays.

2° **Écoles de sections.** Sur ce plan un gros effort a été fait et en 1947 des directives très précises ont été données aux sections qui les ont mises en application, surtout dans les villes. Quatre cours ont été édités et plusieurs centaines de camarades des sections les ont suivis durant une période d'un mois.

En 1948, trois cours nouveaux portant sur la situation politique à la veille des élections à l'Assemblée Algérienne ont été édités et étudiés par l'ensemble des militants.

3° **Journées d'Études.** Une nouvelle forme d'éducation des cadres du Parti a été mise en pratique en janvier 1948 : « La journée d'études », réunissant d'une façon large les cadres d'une ville, étudiant pendant une ou deux journées les problèmes d'actualité, sur la base des principes marxistes-léninistes.

Cette méthode a donné de bons résultats : une trentaine de « journées d'études » ont été réalisées dans les principaux centres d'Algérie touchant un total de près d'un millier de camarades.

4° **Ecoles régionales.** Seule la région d'Alger a réalisé une école régionale d'une semaine avec la participation de la région de Blida. Une vingtaine d'élèves ont suivi cette école.

5° **Ecoles centrales.** Une école centrale s'était tenue à la veille du IVème Congrès en mars 1947. Une autre école centrale de deux semaines s'est tenue en avril-mai 1948 avec la participation de 25 camarades.

Ce tableau du travail d'éducation exprime les efforts réalisés et toute l'importance que le Comité Central a accordé à la formation de ses militants. Des efforts plus grands et plus systématiques doivent être entrepris rapidement, en même temps qu'il nous faut remédier aux deux défauts suivants :

a) **L'insuffisance du travail d'éducation en langue arabe.** Seuls en effet quelques cours de masse et les cours d'une journée d'études ont été faits en langue arabe dans quelques centres ; c'est seulement dans la dernière période qu'un travail systématique a été entrepris par la visite des groupes et des grands centres ouvriers comme Kénadza.

b) **La faiblesse du travail d'éducation des cadres moyens et supérieurs du Parti :** membres des Comités Régionaux et du Comité Central.

Pour améliorer le travail d'éducation

Le travail d'éducation doit être à la fois élargi et conçu d'après un plan d'ensemble portant essentiellement sur les bases suivantes :

a) **Cours élémentaires** destinés à tous les adhérents et en particulier aux **nouveaux membres.** (Ces cours étant réalisés notamment en langue arabe).

b) **Cours de sections** sur la base de 4 cours en préparation ; journées d'études, conférences de masse.

c) **Ecoles de 8 et 15 jours :** aux échelles régionales et centrale.

d) **Cercles d'études** destinés aux membres des bureaux régionaux, du Comité Central et du Bureau Politique pour l'étude approfondie des problèmes théoriques.

Enfin, jusqu'au Vème Congrès, le meilleur travail d'éducation qui puisse être réalisé est l'étude de la présente brochure dans tous les groupes, cellules et sections du Parti, sur la base d'une large discussion, à la fois critique et autocritique.

Tel est, rapidement brossé, le comportement du Parti dans les principales batailles livrées depuis deux ans et le bilan de son

activité dans les domaines de l'organisation, de la propagande et de l'éducation.

5 - LES RAISONS DE NOS SUCCES

Dans une situation politique complexe et difficile, à travers une lutte accentuée et des conditions matérielles de vie aggravées, alors que tous les Partis, les partis colonialistes d'une part et les partis nationalistes d'autre part, connaissent des divisions, des remous, une perte d'autorité, notre Parti développe son influence et consolide ses positions.

Quelles sont les raisons de ces succès?

Ce sont, sans aucun doute, la justesse de sa ligne politique, le dévouement et le travail de ses militants, la solidité de son organisation.

Mais pourquoi en est-il ainsi? Pourquoi notre Parti a-t-il su déterminer une ligne politique juste et développer l'esprit de sacrifice et l'enthousiasme de ses adhérents, devenir un bloc sans fissure? C'est parce qu'il est un **Parti de type nouveau**, basé sur les principes enseignés par Lénine et Staline. Quelles sont les caractéristiques d'un tel Parti?

a) Notre parti est guidé par une théorie scientifique : le marxisme-léninisme

Cette théorie édictée par Marx, Engels, Lénine, poursuivie et enrichie par Staline, est l'accumulation des expériences du mouvement révolutionnaire de tous les pays. Elle permet de voir clair et de se guider dans les situations les plus complexes. Elle est la boussole de tous les communistes.

Bien sûr, la théorie serait stérile si elle n'était pas liée à la lutte pratique. C'est seulement l'unité de la théorie et de la pratique qui donne au Parti la **clairvoyance** politique.

Lorsque notre Parti s'est écarté à la fois des principes marxistes-léninistes et de la réalité vivante, par exemple en 1945 où il a sous-estimé le rôle du mouvement national, il a connu des échecs.

Par contre, lorsqu'il a fondé sa ligne politique sur les principes marxistes-léninistes et l'étude concrète de la réalité algérienne, il a remporté des succès.

C'est dans la mesure où notre Parti saura adapter les enseignements de Marx-Lénine-Staline aux conditions particulières de l'Algérie qu'il avancera et fera avancer notre peuple dans la voie juste.

b) - Il est l'avant-garde de la classe ouvrière et du peuple tout entier

Les dernières luttes en Algérie ont montré que la classe ou-

rière est à la pointe du combat contre le colonialisme. Mais encore faut-il que cette classe ouvrière ait un guide éclairé.

Le Parti Communiste Algérien groupant les éléments les plus conscients et les plus combattifs de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, en est ce guide. Il doit être l'état-major de cette immense armée qui englobe tout le peuple et qui livre un combat acharné au colonialisme.

Il est évident que pour jouer son rôle, le Parti doit toujours rester étroitement lié avec les masses par toutes les racines de son être.

C'est parce qu'il est intimement lié aux masses et qu'il s'est placé à la tête de leurs luttes que notre Parti prend une place toujours plus grande dans la lutte pour la libération nationale.

c) - Il est le Parti de tous les Algériens sans distinction

L'appel du Comité Central de juillet 1946 déclarait justement :

« Algériens de toutes origines, nous formons déjà, sur notre sol commun, une communauté stable. Nous sommes liés par des intérêts généraux communs et par la lutte contre les mêmes ennemis. Cette communauté constitue la base de la nation algérienne en formation, riche des apports de tous ses enfants, dans la diversité de leurs origines et le mélange heureux des civilisations orientale et occidentale ».

Un Parti véritablement algérien doit donc grouper tous les Algériens sans distinction d'origine ou de religion. Il doit être l'image authentique de l'Algérie. Notre Parti répond à cette exigence.

— Sa politique condamne délibérément toute manifestation raciale, ce qui lui donne un caractère véritablement national ; **il est le Parti de l'union de tous les Algériens.**

— Ses adhérents, ses cadres, ses dirigeants sont des Algériens arabo-berbère et d'origine européenne.

— Il s'efforce de devenir toujours plus un large parti de masse groupant des dizaines de milliers d'adhérents et rayonnant sur toute l'Algérie, non seulement dans les villes, mais aussi dans les villages et les douars les plus reculés.

d) - Il est solidement et démocratiquement organisé

Le Parti n'est pas un simple groupement d'organisations diverses, il est un tout unique, capable de résister à tous les assauts et de diriger la lutte à travers tous les obstacles.

Son système d'organisation repose sur les principes du **centralisme démocratique** qui comporte entre autres :

L'élection de tous les organismes dirigeants du Parti, de la base au sommet.

Des comptes rendus périodiques des organismes élus du Parti devant leurs organisations respectives.

Une discipline rigoureuse et librement consentie sur les bases suivantes :

— Les décisions sont appliquées par tous, la minorité, s'il y en a une, se soumettant à la majorité.

— Tout le Parti applique les décisions des organismes supérieurs, démocratiquement élus.

C'est grâce à ce système d'organisation que le Parti peut agir comme un bloc unique dans toutes les batailles.

e) - Unité idéologique

La liberté de critique et la liberté de discussion sont entières dans le Parti. Elles sont même à la base de la discipline du Parti qui ne peut être qu'une discipline consciente et librement consentie.

Mais la discussion close et les décisions prises par la majorité,

« l'unité de volonté et l'unité d'action de tous les membres du Parti sont la condition indispensable sans laquelle on ne saurait concevoir ni parti uni ni discipline de fer dans le parti ». (STALINE).

Et l'unité de volonté et d'action reposent sur l'unité idéologique qui est le ciment du Parti. C'est en premier lieu pour préserver cette unité idéologique que le Parti a été amené à chasser de ses rangs le traître Ouzegane.

Le texte ci-dessous publié dans « Liberté » du 29 janvier 1948 se suffit à lui-même :

« Le Comité Central du Parti Communiste Algérien a décidé de rendre publique la mesure d'exclusion prise à l'encontre d'Amar Ouzegane, ancien secrétaire du Parti.

Les faits dont s'est rendu coupable Amar Ouzegane sont les suivants :

1° - *Il a été, de 1943 à juillet 1946, le principal responsable d'une politique qui a gêné considérablement le rassemblement de tous les mouvements nationaux progressistes d'Algérie contre le colonialisme.*

Sa position s'est particulièrement révélée néfaste :

— *Dans une série d'articles de presse attaquant certaines fractions du mouvement national algérien, au lendemain de la provocation raciste de Mai 1945 ;*

— *Dans une analyse absolument erronée de la situation politique en Algérie, à la suite des élections de juin 1946.*

2° - *Malgré des discussions multiples, Amar Ouzegane s'est toujours obstiné dans cette politique contraire aux aspirations et aux intérêts des masses populaires algériennes, servant ainsi, volontairement ou non, les ennemis du mouvement national démocratique algérien.*

3° - *Amar Ouzegane a caché au Parti les fautes graves qu'il a commises en 1939 et 1940, en tant que conseiller municipal d'Alger :*

— Vote d'adresses de sympathie et de subvention en faveur de la Pologne et de la Finlande fascistes, toutes deux au service d'Hitler, alors que les impérialistes du monde entier espéraient atteindre ainsi le grand pays du socialisme, l'Union Soviétique.

— Vote d'une adresse de solidarité en faveur de Daladier, bourreau des populations algériennes comme du peuple de France.

2° - Depuis le Congrès d'avril 1947, Amar Ouzegane n'a fait preuve d'aucune activité, notamment au cours des grandes batailles qui se sont déroulées depuis quelques mois en Algérie : les élections municipales, les élections aux djemaâs, le mouvement des travailleurs pour leurs légitimes revendications. Il a, en désertant cette période difficile, montré qu'il se refusait à racheter ses erreurs passées et servi les ennemis du peuple algérien.

Devant ces faits très graves, le Comité Central décidait à l'unanimité, le 28 décembre 1947, de retirer à Amar Ouzegane ses responsabilités de membre du Bureau Politique et de secrétaire du Parti. De son côté, le 30 décembre 1947, la cellule Michels (section Casbah, Région Algéroise) prononçait l'exclusion définitive d'Amar Ouzegane des rangs du Parti Communiste Algérien.

Le 2 janvier 1948, le comité de section Casbah approuvait cette sanction, ratifiée à l'unanimité par le Comité Régional d'Alger le 4 janvier suivant, conformément aux statuts du Parti.

Le Comité Central met donc en garde l'ensemble du Parti et tous les Algériens contre l'activité éventuelle de Amar Ouzegane chassé de nos rangs pour son action néfaste à la marche du peuple algérien vers la liberté et la démocratie ».

A l'occasion de cette exclusion, l'unité du Parti s'est affirmée sans fissure, puisque tout le Parti s'est dressé comme un bloc derrière son Comité Central. L'exclusion d'Ouzegane a démontré, une fois de plus, que le Parti se renforce lorsqu'il chasse de ses rangs les éléments malsains qui s'y sont infiltrés. Car le Parti n'aurait pu remplir correctement ses tâches, au milieu des multiples difficultés qu'il a rencontrées depuis un an, sans l'unité idéologique que l'exclusion d'Ouzegane a permis de réaliser.

f - L'autocritique

L'autocritique est un des principes fondamentaux qui guide toute l'action du Parti.

Chaque bataille politique, chaque aspect de l'activité du Parti doit faire l'objet d'un examen critique et autocritique. C'est ce que nous avons examiné par ailleurs.

Un tel examen fait dans l'esprit marxiste-léniniste se traduit toujours par un renforcement politique du Parti.

g - Méthodes de travail éprouvées

L'alliance étroite de l'enthousiasme révolutionnaire et de l'esprit pratique tenace et persévérant donne au travail des communistes un style propre, particulièrement fécond.

Trois principes sont à la base de leur activité :

— L'application des directives reçues, ce qui n'exclut pas, mais au contraire suppose le plus grand esprit d'initiative ;

— Le Travail collectif lié à la responsabilité personnelle qui donnent à chacun la possibilité d'une pleine utilisation de ses facultés ;

— Le contrôle de l'application des tâches qui veille à la mise en pratique de la politique du Parti et vérifie les hommes sur la base de leur travail.

Telles sont les raisons fondamentales qui font que notre Parti est le Parti de la clairvoyance, qu'il se place à l'avant-garde de la lutte des Algériens et qu'il est le meilleur instrument de la libération nationale.

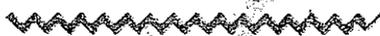
Au seuil de l'année 1949 la politique de notre Parti est confirmée d'une manière éclatante par les événements.

Comme lorsque nous nous dressions contre Munich, contre le fascisme et l'hitlérisme, contre les véritables responsables du complot fasciste de Mai 1945, nous avons eu raison dans la bataille pour le Statut, nous avons eu raison de dénoncer l'impérialisme américain dès 1947, nous avons eu raison de préconiser la seule solution qui permettait de chasser les impérialistes de Palestine.

Nous avons également raison de préconiser inlassablement et de lutter pour le FRONT NATIONAL DEMOCRATIQUE ALGERIEN et pour un programme d'action réaliste qui nous acheminera vers une République Algérienne s'inscrivant dans le cadre d'une Union Française véritable, union librement décidée de peuples libres.

Nous avons raison de placer la lutte des Algériens dans le cadre du camp anti-impérialiste et démocratique à la tête duquel se trouve la grande et glorieuse U.R.S.S., libératrice des peuples et des hommes.

Nous avons raison d'associer notre lutte à celle de nos alliés les plus directs, la classe ouvrière et le peuple de France. C'est ainsi que les Algériens arracheront leur libération nationale, grâce à une lutte encore accrue sur le sol algérien, guidés par leur Parti, le Parti Communiste Algérien, leur plus grand espoir.



En avant pour la LIBERTE et la PAIX

la TERRE et le PAIN !

Au travail pour le V^{me} Congrès National du Parti

Notre politique juste et les efforts de tout le Parti pour l'appliquer ont contribué puissamment aux changements politiques qui se sont opérés en Algérie. Des conditions sont créées pour un essor plus grand et mieux orienté de toute la lutte pour la libération nationale.

Dans tous les domaines, de grandes possibilités sont maintenant offertes à notre Parti et c'est par de nombreuses réalisations que nous assurerons la meilleure préparation de notre V^{me} Congrès.

Au cours de la période que nous abordons, nos efforts doivent porter plus particulièrement sur quelques points décisifs :

1 - DEVELOPPER LA LUTTE POUR DES OBJECTIFS IMMEDIATS

Il n'y a pas de doute que les colonialistes français sont très affaiblis. Ils sont sur la défensive sur tous les terrains et l'accentuation des méthodes répressives ne fait qu'illustrer leur désarroi et leur peur. Le sol glisse sous les pieds de leurs tuteurs et maîtres, les impérialistes américains, pendant que partout les forces antiimpérialistes grandissent.

Les Algériens qui souffrent du joug colonialiste voient de plus en plus clairement la situation. Faisant leur propre expérience, ils se tournent vers ceux qui ont vu clair, vers ceux qui luttent.

Ainsi, plus que jamais, nous pouvons et nous devons nous placer résolument à la tête des masses pour impulser et orienter leur lutte sur la base de nos propres mots d'ordre définis dans l'appel du Comité Central de janvier 1949 :

— Libération des emprisonnés politiques ; départ de Naegelen-Pélabon ; annulation des élections à l'Assemblée Algérienne ; dissolution des groupes armés R.P.F. ; soutien des revendications des masses laborieuses ; application de la sécurité sociale à tous les travailleurs, suppression des communes mixtes et du régime des territoires du sud.

Dans cette lutte pour des objectifs précis et réalisables, tous les Algériens se rendront de plus en plus compte combien leur action est inséparablement liée à celle de toutes les forces du camp démocratique et en premier lieu de la classe ouvrière de France, combien la lutte pour la Liberté est inséparable de la lutte pour la Paix, la Terre et le Pain.

Les conditions de vie des masses laborieuses s'aggravent de jour en jour. Les conséquences néfastes du plan Marshall, sur l'économie algérienne se font de plus en plus sentir. Les colonialistes voudraient surmonter leurs difficultés sur le dos des travailleurs. Dans toutes les couches de nos populations la colère grandit contre les responsables d'une telle politique.



Le Parti Communiste Algérien lutte pour que disparaisse une telle misère

Pour faire échec aux plans de misère de leurs exploités, les travailleurs n'ont qu'un moyen efficace : la lutte.

Les grandes grèves de novembre-décembre 1947, les multiples grèves de 1948 des ouvriers agricoles aux fonctionnaires des Finances et des ouvrières de Tidjani aux mineurs, montrent que la classe ouvrière d'Algérie peut arracher des victoires.

Dans les campagnes, la lutte pour la répartition des terres communales et domaniales, pour l'eau, les crédits, les semences, doit se développer largement. Il est parfaitement possible d'arracher des victoires qui seront des exemples permettant aux ouvriers agricoles et aux khemmès, aux fellahs et petits colons, de

voir concrètement les moyens et les possibilités de faire eux aussi, reculer les colonialistes.

Ainsi, dans tous les domaines il est possible d'organiser et d'orienter la lutte des masses sur des objectifs précis et réalisables.

2 - PLUS QUE JAMAIS UNION

Le désir et la volonté d'union ont grandi au cours du développement de la lutte et de l'expérience des masses.

Beaucoup d'Algériens d'origine européenne qui étaient tombés dans des préventions anticommunistes sentent aujourd'hui, devant l'arrogance de la réaction qui se démasque, englobant depuis les dirigeants socialistes jusqu'au R.P.F., la nécessité de l'Union de tous les démocrates ; il est possible de les unir dans un **rassemblement démocratique** très large.

Un nombre plus grand encore d'Algériens arabo-berbères se rendent compte que la libération nationale ne peut venir de l'extérieur ; ils apprécient mieux la justesse des mots d'ordre du Parti. Les possibilités d'union sont donc plus grandes que jamais.

Et la lutte quotidienne contre la répression, contre le régime des communes mixtes et des Territoires du Sud, pour la défense du lopin de terre, du salaire, de la langue arabe, des libertés syndicales, etc... donne tous les jours la possibilité d'unir les Algériens dans des Comités de lutte multiples dont le réseau s'étendant à toutes les régions d'Algérie sera la base permettant d'avancer vers le **Front National Démocratique Algérien**.

3 - RENFORCER LE PARTI

Dans la lutte qui s'accroît entre les impérialistes et les masses populaires, le rôle du Parti grandit sans cesse.

Il faut aux populations algériennes un grand Parti Communiste de masse pour organiser et guider leur action. Or, la situation nous donne toutes les possibilités de développer rapidement notre Parti. Il faut donc :

— **développer la propagande**, surtout la propagande parlée, dans les réunions, les cafés maures, les assemblées de famille, etc... Assurer un rayonnement toujours plus large à « Liberté » et l'« Algérie Nouvelle » en trouvant de nouveaux diffuseurs. Les élections aux Conseils Généraux doivent être l'occasion d'un immense effort de propagande ;

— **recruter par centaines des nouveaux adhérents** à l'exemple de Kénadsa, de l'Ouenza ; faire entrer toujours plus largement dans la réalité la formule : « tous ceux qui veulent lutter contre le colonialisme ont leur place dans le Parti Communiste »

Algérien » en s'orientant en premier lieu vers les entreprises et vers les campagnes.

— **améliorer la vie politique du parti** à tous les échelons, en premier lieu dans les groupes et les cellules, en combinant le travail pratique avec les discussions politiques ;

— **former des cadres et des directions** en faisant monter aux postes de direction avec hardiesse les camarades qui comprennent bien la politique nationale du Parti et qui se sont montrés les meilleurs dans les luttes politiques et notamment en pratiquant l'autocritique ;

→ **élever le travail idéologique du Parti**, en organisant l'éducation des militants à tous les échelons, et en luttant contre toutes les déformations de la politique du Parti.

Dans les dures batailles que nous allons affronter, nous avons à veiller sur deux dangers :

— **la passivité**, la croyance que les victoires viendront sans lutte ou encore la croyance à l'atténuation de la lutte ;

— **la sous-estimation de nos propres forces**, signalée par notre regretté camarade Jdanov en ces termes :

« Le danger principal pour la classe ouvrière consiste actuellement dans la sous-estimation de ses propres forces et dans la sur-estimation des forces du camp impérialiste ».

Armés de ces directives et enseignements, nous pouvons et nous devons réaliser avec succès les tâches qui se posent devant nous.

Il faut aborder ces tâches avec une conscience claire des immenses possibilités qui s'offrent à nous et avec la volonté d'élever nos capacités de réalisation à la hauteur de ces possibilités, en profitant de la préparation de notre Vème Congrès.

C'est en travaillant à leur réalisation que nous développerons l'influence du Parti, que nous renforcerons son autorité dans les masses et que nous consoliderons son organisation.

Forts de l'expérience fructueuse de deux années de lutte pour la Liberté et la Paix, pour la Terre et le Pain, convaincus de la justesse de la politique de notre Parti, c'est avec courage et enthousiasme que, dans des conditions politiques nouvelles et toujours plus favorables, nous marcherons vers la libération nationale, vers une Algérie libre et unie, démocratique et prospère.



LES ELUS COMMUNISTES FIDELES A LEUR MANDAT

Il est impossible de donner ici un bilan complet de l'activité de nos élus. Nous nous bornons donc à en indiquer ci-dessous quelques aspects essentiels.

Activité des députés communistes algériens

SEPTEMBRE 1947. — Au cours du débat sur le Statut de l'Algérie, nos quatre députés interviennent soit dans la discussion générale, soit pour défendre notre contre-projet, soit dans la bataille des amendements (près de 50 amendements ont été déposés) et ce, après avoir mené une grande bataille au sein de la Commission de l'Intérieur.

NOVEMBRE 1947. — Pendant la discussion des lois scélérates antiouvrières, Alice SPORTISSE s'élève énergiquement contre l'utilisation des soldats algériens contre les grévistes.

Pierre FAYET présente un amendement demandant que cette loi ne s'applique pas en Algérie.

FEVRIER 1948. — Débat sur le découpage des circonscriptions électorales pour les élections à l'Assemblée Algérienne.

— Vigoureuse intervention de DJEMAD dans la discussion générale.

— Défense du contre-projet communiste par Alice SPORTISSE.

MARS 1948. — Intervention d'Alice SPORTISSE sur les conséquences pour l'Algérie des accords économiques franco-italiens.

MAI 1948. — Interpellation Pierre FAYET sur la répression en Algérie au cours des élections à l'Assemblée Algérienne.

JUIN 1948. — A l'occasion de la ratification de la convention financière franco-libanaise, DJEMAD défend notre position sur le problème de la Palestine.

AOÛT 1948. — Intervention de DJEMAD dans la discussion générale de la loi sur l'élection des Conseillers de la République.

Au cours de l'interpellation sur la guerre d'Indochine, MOKHTARI marque la solidarité des peuples algérien et vietnamien et insiste pour que des négociations soient engagées avec le président Ho Chi Minh.

SEPTEMBRE 1948. — Alice SPORTISSE intervient dans la discussion générale sur l'abrogation du décret Régnier.

DECEMBRE 1948. — DJEMAD intervient contre l'octroi du crédit de 40 millions pour l'installation de l'Etat-Major de Montgomery à Fontainebleau.

Nos camarades sont également intervenus à la tribune de l'Assemblée Nationale française en faveur des anciens combattants algériens, de l'application de la sécurité sociale en Algérie, pour le reclassement des fonctionnaires algériens, sur l'enseignement en Algérie, en faveur des travailleurs algériens en France, contre la fermeture des A.I.A., etc.. Ils ont posé de nombreuses questions écrites aux ministres, fait des délégations, notamment pour :

L'application de la sécurité sociale, la grève des mineurs du Kouif, etc.. Ils ont, d'autre part, assuré de très nombreuses réunions parmi les travailleurs algériens en France.

Dépôts de textes (Année 1948)

27 JANVIER. — Proposition de loi tendant à modifier le système électoral pour l'élection de l'Assemblée Algérienne.

12 FEVRIER. — Proposition de résolution en faveur des victimes des inondations.

11 MARS. — Rapport sur l'application de la sécurité sociale à l'Algérie.

27 AVRIL. — Proposition de résolution demandant l'annulation des élections à l'Assemblée Algérienne.

Proposition de résolution demandant la libération des emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée Algérienne.

14 MAI. — Proposition de résolution demandant une subvention de cinq millions en faveur des familles des victimes de la catastrophe de Kenadza.

28 MAI. — Proposition de loi demandant l'abrogation de l'Ordonnance du 14 août 1944. (Juge de paix d'Algérie à compétence étendue).

3 JUIN. — Proposition de loi tendant à l'abrogation du décret Régnier.

26 NOVEMBRE. — Proposition de résolution demandant un secours de 50 millions aux victimes des inondations du Tlélat.

DECEMBRE 1948. — Proposition de loi demandant le paiement direct par les caisses françaises des allocations familiales aux familles des Algériens travaillant en France.

Au Conseil de la République

Notre camarade Camille LARRIBERE a soutenu énergiquement au Conseil de la République l'action menée par nos députés.

Il a fait de vigoureuses interventions, appuyé par nos amis le Général TUBERT et LEMOINE, notamment au cours des débats sur la question de l'Union Française, sur le Statut de l'Algérie, etc... Plus tard, sur les élections à l'Assemblée Algérienne, la répression en Algérie, sur les militaires musulmans, la situation des travailleurs algériens en France, l'abrogation du décret Régnier, etc..., etc...

A l'Assemblée Financière Algérienne

Notre camarade PALOMBA, au cours de la session extraordinaire de mai-juin 1947, a pu faire plus de dix interventions portant les unes sur de grands problèmes politiques tels que le Statut de l'Algérie, les autres sur les revendications immédiates des populations algériennes, contre la vie chère, sur le budget colonialiste de l'Algérie, en faveur de l'officialisation de la langue arabe à côté du français, etc...

— o o o —

A l'Assemblée Algérienne

Bien que, par suite des pressions et truquages de l'Administration, notre camarade René Justrabo soit le seul élu communiste à cette Assemblée, il fait entendre, dans chaque débat, la voix de notre Parti au milieu des colonialistes enragés. Ses interventions et ses projets de propositions de décisions correspondent aux grands

mots d'ordre de notre Parti, notamment pour l'annulation des élections à l'Assemblée Algérienne, pour l'application des mesures progressives du Statut de l'Algérie, pour la création d'une Commission d'enquête sur les scandales Naegelen, sur le programme du Parti concernant la répartition de certaines terres, la sécurité sociale, les loyers, l'augmentation de la ration du pain, etc..

— 0 0 0 —

Dans les Conseils Généraux

Cinq sessions des Conseils Généraux se sont tenues depuis notre IV^e Congrès.

Indépendamment des multiples vœux et motions déposés par les conseillers généraux communistes en application de la politique de notre Parti, signalons :

1^o - Pour Alger

- Action contre les méthodes de l'Administration forestière à l'égard des paysans musulmans.
- Prime de gestion aux employés des C.F.R.A.
- Sur le retour des biens habous aux communautés religieuses musulmanes.
- Maintien des A.I.A. et développement de leur activité essentielle.
- Intervention pour l'arrêt des expulsions de la Cité Mahieddine.
- Protestation et lettre ouverte au sujet de la fermeture de l'école de la rue de la Révolution à Alger.

2^o - Pour Oran

- Organisation des centres municipaux.
- Défense du personnel du Chemin de Fer d'Hamman-bou-Hadjer.
- Secours aux familles des victimes de la catastrophe de Kénadza.
- Secours aux sinistrés de Laghouat.

3^o - Pour Constantine

- Rappel au sujet des réparations dues aux victimes du complot fasciste du 8 Mai dans le Constantinois.
- Renforcement du contrôle des lois sociales dans l'agriculture.
- Obtention de subventions importantes pour les unions locales de syndicats et les bourses du travail.
- Vote d'un vœu tendant à la création de centres de streptomycine pour lutter contre le paludisme.
- Contre toute augmentation de loyers sans revalorisation du pouvoir d'achat des masses laborieuses et contre toute expulsion sans recasement préalable obligatoire.

Enfin, dans les trois Conseils Généraux, nos élus ont fait admettre le principe de l'augmentation de la ration de pain et de céréales (350 gr. de pain ou 12 kg. de blé).

Action dans les municipalités démocratiques

Jusqu'au renouvellement des municipalités en octobre 1947, les conseillers municipaux et adjoints communistes ont développé une action constructive au service des populations. En particulier à Alger,

Oran, Constantine, Bône, Hussein Dey, Perrégaux, etc...; où les premiers adjoints communistes remplirent longtemps les fonctions de maire, nos camarades ont donné la preuve de leur compétence à gérer les affaires publiques.

Aux élections d'octobre 1947, deux municipalités à directions communistes sont élues : Oran et Bel-Abbès. Nous avons des camarades élus à Ain-Témouchent, à Hammam-Bou-Hadjar, à Perrégaux, à Ténès, etc... Dans ce dernier centre, notre camarade Verdera est devenu maire à la suite de la démission de notre ami Lemoine.

Réalisations de la municipalité d'Oran

Malgré le manque de crédits et le freinage systématique des adjoints socialistes S.F.I.O. et de la Haute Administration, nos camarades, qui avaient accordé aux élus du 2ème Collège (M.T.L.D.) des responsabilités au même titre que leurs collègues du 1er collège avaient pris des mesures profondément démocratiques, telles que :

- Diminution des journées de prestation.
- Suppression de la taxe municipale.
- Taxe sur l'électricité ramenée à 2 % pour les usagers domestiques et à 10 % pour les industriels et les grosses installations de chauffage.
- Taxe progressive pour les locaux à usage industriel ou commercial, exemption pour les petits artisans et commerçants.
- Augmentation des budgets des œuvres sociales et notamment des cantines scolaires, des colonies de vacances, ouverture de chantiers de solidarité.
- Le problème de l'eau, vital pour Oran, a été posé devant la population en même temps que de nombreuses démarches ont été faites pour obtenir les crédits, faire avancer les travaux de la nouvelle conduite d'eau.
- Réfection des rues les plus défectueuses d'Oran, plan de protection de l'hygiène et de la santé, orienté vers les quartiers peuplés par la construction de dispensaires, etc...

Le décret de dissolution de Jules Moch, qui a soulevé l'indignation de tous les démocrates, a arbitrairement et provisoirement arrêté l'élan réalisateur de nos camarades. Sans aucun doute, les travailleurs d'Oran, appuyés par toute la population, sauront reconquérir leur municipalité à direction communiste.

Les réalisations de la municipalité de Sidi-Bel-Abbès

Elle a à sa tête notre camarade Justrabo. Ses réalisations sont nombreuses et très populaires. Nous ne pouvons citer que les plus importantes :

DANS LE DOMAINE SOCIAL. — Pour les enfants, création d'une garderie de plus de 150 enfants, au jardin public, cantines scolaires (1.500 repas par jour, gratuit), agrandissement du centre de TESSALA abritant 300 enfants, ouverture de nouvelles classes dans les écoles. 500 élèves fréquentent les cours d'analphabètes, achat de terrains pour la construction d'écoles et d'une école d'enseignement professionnel.

POUR LA JEUNESSE. — Réalisation du stade municipal, d'une superficie de 6 ha. ; une piscine en cours d'exécution, création d'un patronage laïc municipal et ouverture d'une bibliothèque municipale.

POUR LA SANTE ET L'ASSISTANCE PUBLIQUES. — Ouverture d'une consultation prénatale, création d'un bureau d'hygiène, en voie de réalisation, un centre de santé polyvalent et un dispensaire antituberculeux. Réorganisation d'une soupe populaire servant plus de 200 repas par jour en hiver.

DANS LE DOMAINE DE L'URBANISME ET DE LA VOIRIE. — De multiples travaux sont entrepris en vue de la remise en état des rues (utilisation des sans-travail), protection de certains faubourgs-ouvriers contre les inondations, installation de bornes-fontaines dans les quartiers, réfection de canalisations, etc., etc...

Djemaâs

Les djemaâs comptant des élus communistes se sont distinguées nettement des autres par l'esprit d'initiative dont elles font preuve, par leur remarquable gestion orientée vers le bien-être des populations et surtout par la lutte courageuse qu'elles mènent souvent avec succès contre l'Administration colonialiste rétrograde. Citons un seul exemple : la djemaâ du douar Bougetard, (commune de Duperré) dont les élus communistes, en accord avec les élus municipaux du 2ème collège à Duperré (également communistes) ont réalisé entre autres : la répartition des terrains communaux à des ouvriers agricoles et à des fellahs jusque-là insuffisamment pourvus.

Ainsi, par leurs vigoureuses interventions dans tous les débats, par leurs propositions constructives, par leurs réalisations audacieuses, les élus communistes ont pleinement mérité la confiance qu'ont placé en eux le Parti et les populations algériennes. Ils ont dignement accompli leurs tâches de militants issus du peuple au service du peuple, suivant la règle constante des communistes : **METTRE TOUJOURS EN CONCORDANCE LES PAROLES ET LES ACTES.**

TABLE DES MATIERES

	Page
I. — BILAN DE DEUX ANNEES DE LUTTE POUR LA LIBERTE ET LA PAIX, LA TERRE ET LE PAIN ..	3
— La campagne pour un Statut démocratique	4
— La Conférence des Partis Communistes à Varsovie	6
— Les élections municipales et de djemaâs	7
— Les grandes luttes ouvrières (nov. décembre 1947) ..	8
— Les élections à l'Assemblée Algérienne	9
— Contre la répression	11
— La ferme position du Parti sur la question palestinienne	11
— La lutte des mineurs du Kouif et des ouvriers agricoles	13
— La Résolution du Bureau d'Information sur la situation dans le Parti Communiste de Yougoslavie	14
— Pour la Paix, contre les fauteurs de guerre	14
— La lutte sur le sol national	15
— L'action à la campagne	16
II. — LE DEVELOPPEMENT DES FORCES DEMOCRATIQUES	18
— La faiblesse du camp impérialiste	18
— L'essor économique, culturel et politique de l'U.R.S.S.	19
— La marche des démocraties populaires vers le socialisme	20
— Lutte des peuples pour la Liberté et la Paix	20
— La classe ouvrière et le peuple de France au combat	22
— La situation en Algérie	23
III. — LE PARTI COMMUNISTE ALGERIEN ESPOIR DE TOUS LES ALGERIENS	33
— Une arme essentielle : l'autocritique	33
— L'organisation du Parti	35
— La propagande	38
— L'éducation et les cadres	40
— Les raisons de nos succès	42
EN AVANT POUR LA LIBERTE ET LA PAIX, LA TERRE ET LE PAIN - AU TRAVAIL POUR LE V^e CONGRES NATIONAL DU PARTI	47
— Développer la lutte pour des objectifs immédiats	47
— Plus que jamais : Union	48
— Renforcer le Parti	49
ANNEXE :	
— Les élus communistes fidèles à leur mandat	51

DES ARMES POUR NOS MILITANTS :

Histoire du Parti Communiste (bolchevik) de l'URSS	170 fr.
La maladie infantile du Communisme (Lénine)	15 fr.
Des principes du Léninisme (Staline)	25 fr.
Le Marxisme et la question nationale et coloniale (Staline)	8 fr.
Pour une formation bolchevique (Staline)	8 fr.
Sur la situation internationale André Jdanov	5 fr.
Edition en arabe	15 fr.
Le Marxisme-Léninisme, notre boussole (E. Fajon)	6 fr.
o o o	
L'Avenir de l'Algérie (Larbi Bouhali)	20 fr.
Le problème de la terre et la question paysanne en Algérie (Kouch Younès)	25 fr.
Où en est le problème palestinien ?	5 fr.

En vente aux « Editions Liberté »
2, Rue des Tanneurs, 2 — ALGER

Diffuser...

CHAQUE SEMAINE

« **LIBERTE** »

ET TOUS LES MOIS

“ **El-Djazair El-Djadida** ”

“ **L'ALGERIE NOUVELLE** ”

...C'est le devoir de chaque Communiste

Prix : **10 fr.**